



Samsung

Technologie moderne, conditions de travail médiévales

Campagne de la CSI 2016 «Halte à la cupidité des entreprises»



ITUC CSI IGB

Confédération syndicale internationale



Table des matières

Avant-propos	3
1. Introduction	6
2. Le modèle commercial de Samsung	9
3. Vie et mort d'un employé de Samsung	13
4. Actionnaires institutionnels	17
5. Samsung pays par pays: panorama mondial	18
Brésil, Canada, Chine, Corée, États-Unis, Europe, Inde, Indonésie, Malaisie, Mexique, Philippines, Taiwan, Thaïlande, Vietnam	
Notes de fin	30



Le vrai visage de Samsung: Technologie moderne, conditions de travail médiévales

Quand une entreprise cherche à dissimuler tout décès ou accident au travail dus à l'utilisation de produits chimiques industriels au nom du secret commercial, on peut en conclure que le modèle commercial mondial représenté par les gigantesques multinationales et leurs chaînes d'approvisionnement est un échec.

Samsung est l'une des plus grandes entreprises du monde, et aussi l'une des plus connues, mais cela ne l'autorise en rien à mener ses activités sans se soucier de la vie de ses employés.

Si vous avez un smartphone, une télévision, un climatiseur... il y a de fortes chances pour que vous ayez un produit électronique Samsung. Il se peut aussi que vous ayez une assurance-vie Samsung, ou que vous soyez allé dans un parc à thème Samsung en Corée du Sud, ou que vous ayez vu une publicité réalisée par une agence de publicité Samsung.

SAMSUNG
À DÉCOUVERT
 TECHNOLOGIE MODERNE, CONDITIONS MÉDIÉVALES

Samsung est partout.

La CSI dispose de témoignages directs sur le harcèlement infligé à des travailleurs désespérés qui cherchent à exercer leur droit à former un syndicat – ce qui les expose au licenciement.

Et les entreprises sous-traitantes des chaînes d'approvisionnement de Samsung sont soumises à une règle implacable si leurs employés adhèrent à un syndicat: leur contrat avec Samsung est annulé.

La CSI prie instamment Samsung de mettre fin aux mauvais traitements des travailleurs et d'abolir sa politique antisyndicale préconisant «zéro syndicat».



<http://act.samsungexposed.org>

Samsung est une immense entreprise qui représente environ un cinquième du PIB de la Corée du Sud. Ses chaînes d'approvisionnement sont présentes dans le monde entier, mais c'est l'Asie qui concentre le plus grand nombre de travailleurs.

Des documents confidentiels de Samsung révèlent que la politique de l'entreprise consiste à sanctionner les dirigeants syndicaux. Samsung Electronics intervient activement pour empêcher la création de syndicats chez les fournisseurs de Samsung.

Dominée par Samsung, l'impitoyable industrie de l'électronique externalise le travail vers un réseau d'usines dont les ouvriers sont faiblement rémunérés et où les conditions de travail sont dangereuses.

La politique antisyndicale de Samsung s'applique à l'ensemble du secteur de l'électronique asiatique.

Lorsque les employés des usines d'électronique qui fournissent des pièces à Samsung, Panasonic, Toshiba, Sanyo et Canon se sont réunis pour demander des salaires plus équitables et de meilleures conditions de travail, les dirigeants syndicaux ont été licenciés.

Les recherches réalisées par la CSI indiquent que jusqu'à 94 % de la main-d'œuvre des chaînes d'approvisionnement qui fournissent les multinationales sont en fait une main-d'œuvre cachée : les travailleurs perçoivent des salaires de misère, occupent des emplois précaires et travaillent, trop souvent, dans des conditions dangereuses, pour assurer des bénéfices à une entreprise qui n'endosse aucune responsabilité.

Le système des chaînes mondiales d'approvisionnement a échoué. Si un pays du G20 comme la Corée du Sud, qui côtoie chaque année les dirigeants des 20 plus grandes économies du monde, ne traite pas correctement ses travailleurs et les prive de leurs droits fondamentaux, les autres gouvernements doivent agir.

Le modèle d'entreprise de Samsung a perdu toute moralité et s'illustre par l'exploitation des travailleurs et la violation

des droits humains le long de sa chaîne d'approvisionnement. Au fil du temps, ce modèle est voué à l'échec sur le plan financier car, avec une croissance mondiale en baisse ou stagnante, les travailleurs précaires et faiblement rémunérés sont incapables d'acheter les produits qu'ils fabriquent.

La cupidité des entreprises et leurs manœuvres d'intimidation sont intolérables : un État de droit mondial est désormais indispensable pour garantir une mondialisation qui offre des conditions de travail équitables, c'est-à-dire des droits, un salaire minimum permettant aux travailleurs de vivre dignement, et des emplois sûrs et stables.

Sous la bannière des campagnes de la CSI Nouveaux fronts, les travailleurs s'organisent pour assainir les chaînes d'approvisionnement et demander l'amélioration des droits et des conditions d'emploi, lutter contre l'économie informelle, l'esclavage et d'autres violations des droits des travailleurs, et instaurer la justice fiscale.

Commençant par Samsung, nous entendons dénoncer la cupidité et l'incapacité des plus grandes entreprises du monde à prendre en charge la responsabilité des abus commis dans les chaînes d'approvisionnement, qu'il s'agisse des actions antisyndicales, des salaires extrêmement faibles, des emplois précaires et dangereux, des heures supplémentaires forcées, du travail informel et de l'esclavage moderne.

Nous nous associerons aux caisses de retraite qui gèrent le capital des travailleurs pour défendre les meilleures stratégies d'investissement.

Nous mettrons fin à la cupidité des entreprises.



Sharan Burrow

Secrétaire générale de
la Confédération syndicale
internationale



Jyrki Raina

Secrétaire général
d'IndustriALL

50 entreprises dont les recettes cumulées
atteignent **3400 milliards USD**

Une main-d'œuvre cachée de **116 millions de personnes**

Des activités dans presque tous
les pays du globe



Halte à la cupidité des entreprises – ce que nous voulons:

- 1 Un environnement nouveau, dans lequel les entreprises multinationales ne se cachent plus derrière des filiales et des sous-traitants, mais recensent et publient la liste de leurs fournisseurs;
- 2 L'application de la diligence raisonnable, afin que les multinationales veillent à ce qu'aucun employé, direct ou indirect, ne soit exploité, et à garantir la sécurité au travail, la fin des contrats de courte durée, un salaire minimum décent, le droit de mener des négociations collectives et de travailler dans un environnement sûr;
- 3 Un monde où tous les gouvernements mettent en œuvre et en application l'État de droit dans le respect des normes de l'OIT tout en assumant la responsabilité d'instaurer un socle de protection sociale qui offre à leurs citoyens des conditions de vie dignes;
- 4 L'obligation légale de rendre des comptes et de faire respecter la loi, et des pays qui légifèrent en faveur de la diligence raisonnable (conformément aux Principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme) – et qui prévoient notamment une législation extraterritoriale qui contraint les entreprises multinationales à agir contre le risque d'exploitation chez leurs fournisseurs, au-delà des frontières nationales.

Aperçu général	Groupe Samsung, en particulier Samsung Electronics
Nom	Samsung
Type d'entreprise	Groupe familial composé de 69 entreprises affiliées, connu sous le nom de «chaebol»
Siège social	Séoul, Corée du Sud Le siège social des entreprises affiliées se trouve dans d'autres villes coréennes, mais la majeure partie sont implantées à Séoul.
Produits	Vêtements, produits chimiques, matériel électronique grand public, composants électroniques, matériel médical, semi-conducteurs, navires, matériel de télécommunication
Services	Publicité, construction, divertissement, services financiers, hôtellerie, technologie de l'information et de la communication, services médicaux et de santé, commerce de détail, chantiers navals
Président de l'entreprise Samsung Electronics	Lee Kun-hee Le Groupe Samsung n'a pas de conseil d'administration; il s'agit d'un réseau d'entreprises cotées et non cotées en Bourse. Chez Samsung Electronics, M. Lee est le président de l'entreprise, et non le président du conseil d'administration. Ce titre lui donne la possibilité de contrôler l'entreprise sans être soumis au vote des actionnaires.
Slogan	<i>Imagine the Possibilities</i>
Histoire	Samsung est un nom coréen formé à partir des caractères chinois 三星, qui signifient «les trois étoiles» et que l'on retrouve dans le logo de l'entreprise depuis plusieurs décennies.
Nombre d'employés de Samsung Electronics	326 000
Nombre de travailleurs dans les chaînes d'approvisionnement de Samsung Electronics	1,5 million
Recettes (2015)	177,3 milliards USD
Évasion fiscale	Les cadres du Groupe Samsung sont soupçonnés d'avoir établi des entreprises fictives dans des paradis fiscaux. Des cadres dirigeants du Groupe Samsung ont fait l'objet d'une enquête officielle en 2015 suite à des allégations de délit d'initié.
Principaux actionnaires	National Pension Service of Korea (service national des retraites de Corée), Samsung Life Insurance (assurance vie), Samsung C&T Corp (construction et commerce), président Lee Kun-hee, Samsung Fire & Marine Insurance (assurance incendies et marine), BlackRock (gestion d'actifs)

1. Introduction

Samsung exerce une forte influence en Corée du Sud, que ce soit sur le développement économique, la politique, les médias ou la culture.

Le Groupe Samsung est un conglomérat familial. Son entreprise phare, Samsung Electronics, est la deuxième plus grande société au monde en termes de recettes et le premier fabricant mondial de smartphones.

L'entreprise est implantée au Brésil, au Canada, en Chine, aux États-Unis, en Europe, en Inde, en Indonésie, en Corée, en Malaisie, au Mexique, aux Philippines, à Taïwan, en Thaïlande et au Vietnam.

Samsung est connue depuis longtemps pour les violations des droits humains et syndicaux, qui se manifestent notamment par l'enlèvement de dirigeants syndicaux ou de violences à leur encontre, ainsi que par la formation spéciale des personnels dirigeants pour mettre en œuvre une politique antisyndicale énergique, en Corée du Sud et dans d'autres pays asiatiques.^{vii}

Samsung a adopté cette politique antisyndicale, qui n'est pas forcément appliquée dans chaque filiale, mais qui est plutôt la politique d'entreprise systématique du Groupe Samsung. Les ouvriers des chantiers navals de Samsung ont réussi à former un syndicat et à organiser une grève en septembre 2016 pour protester contre le plan de restructuration unilatéral imposé par la direction.

Plus de 90 % de la production de Samsung sont réalisés en interne, contrairement à la plupart de ses concurrents qui externalisent leur fabrication ; toutefois, les dépenses annuelles de Samsung auprès de ses fournisseurs sont estimées à 135 milliards USD et leur impact se ferait ressentir sur 1,5 million de travailleurs par l'intermédiaire des sous-traitants.



“ Aujourd'hui, l'empire de Samsung est si tentaculaire que certains Sud-Coréens pensent qu'il est possible de vivre toute sa vie en utilisant exclusivement de produits Samsung: on peut payer avec une carte de crédit Samsung un téléviseur Samsung installé dans le salon d'un appartement construit par Samsung afin de regarder l'équipe de baseball professionnelle appartenant à Samsung.^{viii} ”



Samsung recourt également à des fournisseurs dans les pays asiatiques, notamment en Chine, en Corée du Sud et en Indonésie. En Corée du Sud, selon les estimations, l'entreprise emploierait 8000 travailleurs en passant par des sous-traitants internes pour diminuer les coûts. Cette pratique a été jugée illégale chez un autre fabricant coréen, Hyundai.

Samsung a réussi à ravir aux entreprises japonaises les premières places du marché des écrans et à détrôner Nokia sur le marché mondial du téléphone portable.

Le modèle traditionnel des «chaebols» – c'est-à-dire généralement une grande entreprise gérée par une famille – a permis à Samsung de devenir une des marques les plus populaires du monde, mais ses valeurs conservatrices vont à l'encontre de son besoin de constante innovation.^{ix}

**DONNÉE
SAMSUNG**

Les recettes de Samsung correspondent à 17 % du PIB de la Corée du Sud, qui s'élève à 1082 milliards USD.ⁱⁱ

**DONNÉE
SAMSUNG**

La fortune du président de Samsung, Lee Kun-hee, est estimée à 12,6 milliards USD.



La structure commerciale de Samsung, qui caractérise les chaebols coréens, est un réseau complexe d'investissements circulaires qui impliquent de nombreuses entreprises. Avec cette structure, un investisseur a la possibilité de contrôler toute une entreprise sans être directement propriétaire de plus de 10 % de participation, et le président de l'entreprise peut contrôler l'ensemble du groupe, alors qu'il n'a pas de participation majoritaire dans un grand nombre de sociétés du groupe. En septembre 2016, l'effondrement chaotique des chantiers navals Hanjin Shipping, qui appartiennent à un autre chaebol, a suscité une certaine préoccupation à l'égard du fonctionnement et de la structure des chaebols.

L'ONG Asia Monitor Resource Centre constate que, en 2012, Lee Kun-hee, le président du Groupe Samsung, et sa famille, ne détenaient que 2 % de Samsung Electronics directement, mais qu'ils pouvaient contrôler Samsung Electronics en raison de la structure circulaire des capitaux de Samsung Everland, Samsung Life, Samsung C&T et Samsung Card.^x

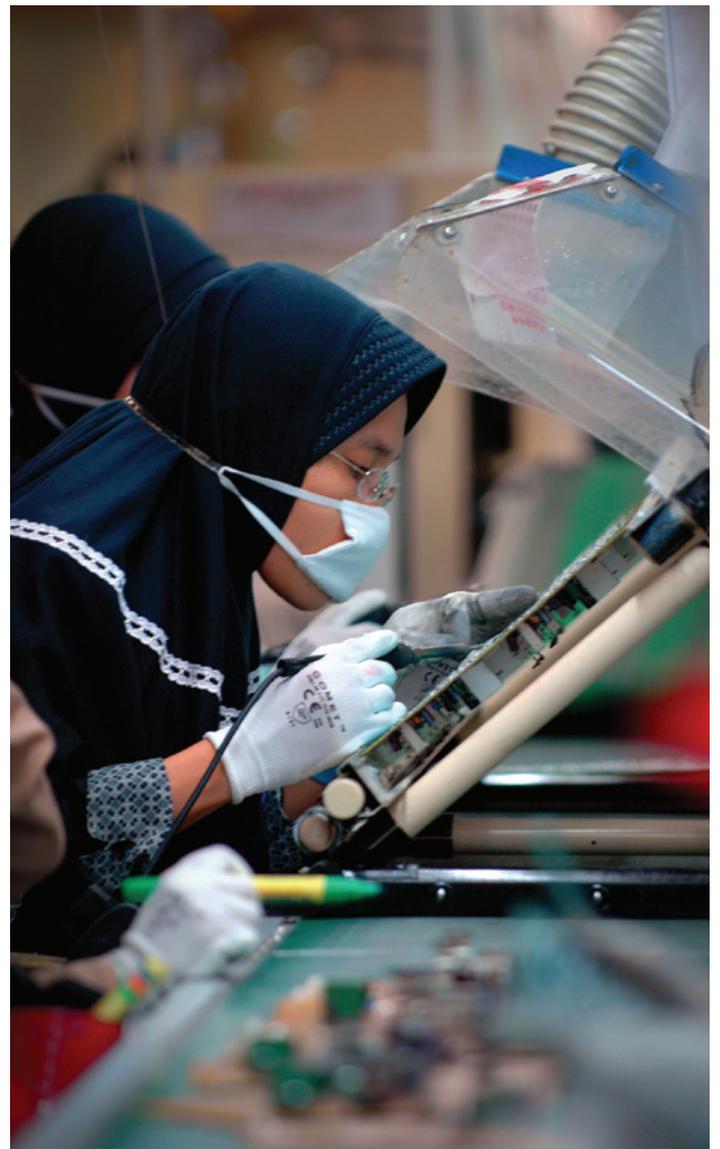
DONNÉE SAMSUNG

Samsung Electronics a atteint l'un des taux les plus élevés de bénéfices d'exploitation dans le secteur des technologies de l'information, à savoir 14,4 % en 2012.



DONNÉE SAMSUNG

Les entreprises affiliées à Samsung produisent environ un cinquième de toutes les exportations de la Corée du Sud.[!]



2. Le modèle commercial Samsung

Le Groupe Samsung est un chaebol tentaculaire – un conglomérat familial – formé de plus ou moins 62 entreprises. La force de Samsung, et d'autres conglomérats familiaux sud-coréens comme LG et SK, par rapport aux conglomérats existant dans d'autres pays, réside dans le fait que les chaebols sont des réseaux d'entreprises liées entre elles par des faisceaux circulaires et à plusieurs niveaux de participations croisées. Cette structure permet aux familles fondatrices de contrôler un grand nombre d'entreprises sans se soucier des pressions extérieures telles que les intérêts des parties prenantes ou la responsabilité à l'égard du public.

Dans le Groupe Samsung, la famille fondatrice Lee détient directement autour de 2 % de Samsung Electronics Co., Ltd., le fleuron du groupe. Les participations croisées ont non seulement permis à une famille unique de contrôler une des plus grandes entreprises de technologie au monde, mais aussi de protéger cette entreprise de toute influence extérieure.

Contrôle omniprésent sans responsabilité

Le fonctionnement interne du Groupe Samsung, et en particulier de Samsung Electronics, est conçu pour renforcer le contrôle omniprésent de la famille Lee et pour se soustraire aux obligations fiduciaires élémentaires. Chez Samsung Electronics, ni le patriarche du groupe, Lee Kun-hee, ni son fils et successeur désigné Lee Jae-yong ne sont membres du conseil d'administration. Ils endossent en revanche les titres de président et de vice-président de la société: le père et le fils utilisent ces titres honorifiques, qui leur ont conféré à un moment le statut de titulaire, pour contrôler l'entreprise sans tenir compte des obligations fiduciaires ni des exigences réglementaires applicables aux directeurs d'entreprises et aux cadres désignés.

La structure opérationnelle du Groupe Samsung existe elle-même dans une zone juridique grise. Le Groupe Samsung n'a pas de holding. À la place, ce qu'il est convenu d'appeler le «bureau de la planification future des entreprises», contrôlé par le président Lee et par son fils n'a pas de mandat légal en vertu de la législation coréenne actuelle mais coordonne malgré tout la gestion de la soixantaine d'entreprises du groupe.

À plusieurs reprises, Samsung a laissé entendre que des participations croisées seraient démantelées pour établir une structure de holding. Il n'est pas impossible que Samsung effectue un tel changement, mais il est peu probable que des actions soient réalisées dans ce sens si elles affaiblissent le contrôle des fondateurs.

Samsung: cessez maintenant les mauvais traitements infligés aux travailleurs et finissez-en avec votre politique antisyndicale.

FUITES: DOCUMENTS

"...contrôler les salariés..."

"...provoquer des conflits internes..."

"...punir les meneurs..."

**DONNÉE
SAMSUNG**

En 2012, le conglomérat Samsung représentait 28 % des exportations coréennes, soit deux fois plus qu'en 1987.^{vi}

Subvention mutuelle

La famille fondatrice de Samsung peut encore durcir un peu plus son contrôle avec la stimulation qui s'exerce entre ses entreprises affiliées. Samsung est un empire d'entreprises autosuffisant, dont les activités concernent aussi bien les appareils de haute technologie que les assurances, l'investissement, les stations touristiques ou l'hôtellerie. La majeure partie de ses transactions d'entreprises peut être réalisée en interne. Samsung ne communique pas le volume total de ces transactions entre entreprises apparentées, mais un simple aperçu est déjà stupéfiant. Depuis l'exercice de l'année 2015, Samsung Electronics arrive en tête, représentant autour de 60 % des bénéfices nets de l'ensemble du groupe. Par exemple, Samsung Electronics possède un compte créancier de 1100 milliards KRW (9,5 milliards USD) auprès de la société de cartes de crédit Samsung Card Co. Ltd, soit environ 6 % de tous les actifs pour le crédit lié à la clientèle de détail.



Ce mécanisme de subvention mutuelle contribue certes à renforcer les liens entre les entreprises affiliées et, ainsi, à consolider le contrôle de la famille fondatrice, mais certains le jugent inefficace, estimant qu'il permet à des entreprises de Samsung en difficulté de se maintenir à flot, au prix de ressources qui auraient pu être utilisées en dehors de Samsung.

Personnaliser les gains et partager les risques

Les fondateurs de Samsung personnalisent les gains en les exploitant dans leur empire. En revanche, ils essaient toujours de faire peser les risques sur le reste de la société coréenne. Les lacunes de la réglementation sud-coréenne et la forte influence qu'exerce Samsung sur le gouvernement et les médias favorisent également cette situation. En 2008, un procureur spécial a été nommé pour enquêter sur les allégations d'un lanceur d'alerte au sujet d'une évasion fiscale à grande échelle orchestrée par Samsung et d'un vaste réseau de corruption au sein du système judiciaire et bureaucratique. Le procureur n'a pas mené d'enquête sur les allégations de corruption. Mais cinq ans plus tard, son fils a été embauché comme cadre moyen chez Samsung Electronics aussitôt après avoir obtenu son diplôme.

Les travailleurs et les consommateurs sud-coréens ont peu de recours légal à leur disposition pour s'opposer aux grandes entreprises. En décembre 2007, un ponton-grue appartenant à Samsung Heavy Industries est entré en collision avec un pétrolier, suite à quoi 65.000 barils de pétrole se sont déversés dans la mer occidentale de Corée. Six ans plus tard, l'entreprise a fini par accepter de payer 360 milliards KRW (310 millions USD) de dommages-intérêts, alors que les sommes versées directement par le gouvernement aux victimes s'élevaient à 500 milliards KRW (434 millions USD). Récemment, Samsung s'est pressée de repousser les risques au bout de sa chaîne d'approvisionnement pour réduire les coûts. En juillet 2016, au moins quatre réparateurs sous-traitants de Samsung Electronics ont été tués dans des accidents du travail ou se sont suicidés en raison des mauvaises conditions de travail et des contraintes de temps rigoureuses imposées par la direc-

**DONNÉE
SAMSUNG**

En 2015, Samsung Electronics a remporté à elle seule plus de 177 milliards USD de recettes, un chiffre supérieur au PIB du Cambodge et du Honduras, par exemple.

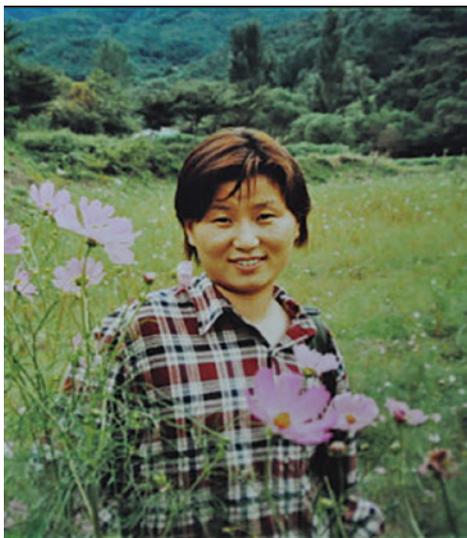
**DONNÉE
SAMSUNG**

Samsung Electronics a atteint l'un des taux les plus élevés de bénéfices d'exploitation dans le secteur des technologies de l'information, à savoir 14,4 % en 2012.

**DONNÉE
SAMSUNG**

En 2013, près de 41 000 employés de Samsung travaillaient en Chine. C'est le plus grand nombre d'employés dans un pays autre que la Corée du Sud.ⁱⁱⁱ

tion. En février et mars 2016, cinq travailleurs embauchés par des prestataires extérieurs de Samsung Electronics ont été intoxiqués par des vapeurs de méthanol et risquent de perdre la vue. La responsabilité de Samsung n'est pas engagée.



L'homme au sommet de la pyramide : le président Lee Kun-hee

Lee Kun-hee étant dans le coma depuis un arrêt cardiaque en mai 2014, une action est en cours pour transférer le contrôle de l'entreprise à ses enfants.

La fortune de Lee Kun-hee est estimée à 12 milliards USD ; lui et sa famille font partie du classement des personnes les plus riches du monde du magazine Forbes. Il est le troisième fils du fondateur de Samsung, Lee Byung-chul.[2]

En 2014, Lee s'est retrouvé à la 35ème place de la liste des personnalités les plus puissantes du monde du magazine Forbes et à la première place en Corée du Sud, avec son fils Lee Jae-yong.^{xi}

En 1997, Lee a écrit qu'un «sentiment aigu de crise» était nécessaire à la réussite d'une entreprise, mettant en garde contre les risques de l'excès de confiance.^{xii}

Une conversation enregistrée par un journaliste a révélé le projet de Lee et de l'ambassadeur coréen aux États-Unis, Hong Seok-hyun, de remettre près de 3 millions USD aux candidats à la présidence sud-coréenne, et a dévoilé l'implication de Samsung dans la corruption de procureurs haut placés.^{xiii}

En 2008, Lee a démissionné, moins d'une semaine après avoir été accusé de fraude fiscale et d'abus de confiance. Le 29 décembre 2009, le gouvernement sud-coréen l'a disculpé et, le 24 mars 2010, il a annoncé son retour à la présidence de Samsung Electronics.

Kim Yong-chul, l'ancien conseiller juridique principal de Samsung, a déclaré que l'entreprise avait un budget de 200 millions USD pour soudoyer les procureurs et les responsables politiques en les priant de fermer les yeux sur le comportement répréhensible de Samsung. Les procureurs ont demandé sept années d'emprisonnement et une amende de 350 millions USD, mais Lee a été condamné à une peine de prison de trois ans avec sursis et à une amende de 100 millions USD – une somme pratiquement dérisoire pour la 106ème fortune du monde.^{xiv}

Quelques mois plus tard, le président sud-coréen, Lee Myung-bak, a gracié Lee afin qu'il puisse continuer de siéger au Comité international olympique.

Un ouvrage de l'ancien conseiller juridique principal de l'entreprise Kim Yong-chul, publié en 2010 sous le titre Think Samsung, a donné des détails sur la corruption personnelle présumée de Lee Kun-hee, affirmant qu'il avait dérobé jusqu'à 10 milliards USD aux filiales de Samsung, détruit les preuves et suborné des fonctionnaires du gouvernement pour qu'ils veillent à la transmission du pouvoir à son fils sans heurts.^{xv}

Les frères et sœurs aînés de Lee Kun-hee ont tous deux intenté une action en justice au sujet de la propriété des actions héritées et, pour la première fois cette année, la famille a assisté séparément aux cérémonies commémoratives en hommage à leur père.^{xvi} Le tribunal a statué en faveur de Lee Kun-hee.^{xvii}

Interrogé sur le contrôle d'une entreprise bien connue pour ses positions antisyndicales, Lee Kun-hee a déclaré :

«(...Ce que) Samsung ne reconnaît pas, ce n'est pas le syndicat à proprement parler, mais la nécessité d'avoir un syndicat. En d'autres termes, Samsung applique un principe de gestion qui n'a pas besoin de syndicats».



▲ Lee Kun-hee, président du Groupe Samsung

**DONNÉE
SAMSUNG**

Le président de Samsung, Lee Kun-hee, est dans le coma depuis mai 2014 suite à un arrêt cardiaque. Son fils, Jae-yong, est le successeur désigné du Groupe Samsung.

**DONNÉE
SAMSUNG**

Dans son pays d'origine, Samsung C&T est une sorte de monolithe omniprésent, qui construit des routes et des plateformes pétrolières, gère des hôtels et des parcs d'attraction et vend des assurances; c'est pourquoi certains Coréens appellent leur pays «La République de Samsung».^{iv}

3. Vie et mort d'un employé de Samsung

Samsung est connue pour sa politique antisyndicale intransigeante. Un document interne de 115 pages datant d'octobre 2013 mentionnait le projet de Samsung de n'avoir aucun syndicat dans ses entreprises et chez ses fournisseurs. Ce document indique comment détecter les travailleurs les plus susceptibles d'essayer de s'organiser, comment les contrôler et les isoler et, au final, comment les empêcher d'exercer leur droit de créer un syndicat.

La main-d'œuvre de Samsung Electronics Co. Ltd. se divise en trois niveaux. Le niveau supérieur se compose des professionnels et des personnels de recherche et développement, qui sont les mieux payés. Le niveau intermédiaire comprend les employés qualifiés qui travaillent dans les services commerciaux et les usines de fabrication de Samsung en Corée du Sud et dans le monde. Et à l'autre extrémité de la chaîne d'approvisionnement se trouvent les travailleurs embauchés par des prestataires extérieurs et des sous-traitants, ce qui n'engage aucune responsabilité de la part de la plus grande entreprise de technologie du monde.

En 2012, le procès très médiatisé sur les brevets de Samsung-Apple a donné un aperçu des conditions de travail des personnels de recherche et développement. Lors d'une audition, la conceptrice en chef de Samsung Electronics, Wang Jee-yuen, a expliqué qu'elle a dormi deux ou trois heures par nuit pendant trois mois lorsqu'elle travaillait sur les icônes des applications du smartphone Galaxy S. Elle a éclaté en sanglots en évoquant les nombreuses heures passées sur son projet, séparée de son bébé : «*J'ai dû arrêter d'allaiter. Samsung est une entreprise très exigeante*».

Les femmes constituent une grande partie des employés qualifiés de Samsung. À la fin des années 1990 et au début des années 2000, Samsung Electronics a recruté de nombreuses jeunes femmes, originaires de petites villes pour la plupart, pour travailler dans ses laboratoires de semi-conducteurs en pleine expansion.

Ces jeunes femmes travaillent de longues heures en alternant travail de nuit et travail de jour toutes les deux semaines, et elles sont exposées aux substances chimiques dangereuses utilisées dans la fabrication des puces électroniques. Samsung Electronics ne leur a pas proposé de formation sur la sécurité et n'a pas fourni d'équipement de protection, ce qui a entraîné une série de maladies profes-



sionnelles dans une grande partie des activités de fabrication des semi-conducteurs et des écrans à cristaux liquides.

En 2016, l'association établie à Séoul Supporters for The Health and Rights of People in the Semiconductor Industry (SHARPS) – aussi connue sous le nom de Banolim – qui milite en faveur de la santé et des droits des travailleurs du secteur des semi-conducteurs et qui défend les victimes de Samsung, a recensé 223 employés de Samsung Electronics atteints de diverses maladies du sang, allant de la leucémie aux tumeurs au cerveau en passant par la sclérose en plaques. Sur ces 223 personnes, 76 sont décédées.



▲ Yumi Hwang
(1985-2007)
Leucémie aiguë

Le premier décès reconnu publiquement est celui de Hwang Yu-mi. En octobre 2003, alors âgée de 17 ans, Hwang commence à travailler au laboratoire de semi-conducteurs de Samsung Electronics sur le site de Giheung. En octobre 2005, les médecins diagnostiquent chez elle une leucémie aiguë. Hwang meurt en mars 2007.



▲ Eun-ju Lee
(1976-2012)
Cancer de l'ovaire

Son parcours est pour ainsi dire le même que celui que connaîtront les autres victimes, qui étaient tous des élèves modèles aux

dossiers scolaires et au comportement irréprochables, généralement originaires de lycées de petites villes. La plupart des victimes ont commencé à travailler chez Samsung Electronics à la fin de l'adolescence et ont manifesté des troubles sanguins ou pulmonaires à partir d'une vingtaine d'années. Par exemple, entre 1998 et 2000, cinq employées de laboratoire de Samsung diplômées de l'école de commerce pour filles de Gunsan, où l'entreprise recrutait à ce moment-là plusieurs dizaines d'élèves chaque année, ont développé une leucémie. L'une d'elles est décédée et trois autres sont grabataires.

À l'heure actuelle, seulement 11 personnes sur les 223 victimes recensées par SHARPS ont bénéficié d'une indemnité pour accident du travail, étant donné que le droit coréen oblige les travailleurs qui font une demande d'indemnisation à prouver le rapport de cause à effet entre leur maladie et leurs conditions de travail. En moyenne, moins de 10 % des demandeurs obtiennent un dédommagement. Par ailleurs, jusqu'en 2014, Samsung a engagé une véritable

armée de juristes pour traiter les actions en justice intentées par les victimes. Ces juristes, qui interviennent dans certains cas au nom du service d'indemnisation des travailleurs du pays, ont recouru à des manœuvres dilatoires qui n'ont fait qu'épuiser les ressources financières déjà faibles des victimes.

En mai 2014, Samsung a finalement présenté aux victimes la toute première excuse de son histoire – prudemment formulée – regrettant un «manque de compréhension et de capacité à atténuer leurs souffrances». L'entreprise leur a promis une réparation mais, en octobre 2015, elle a brutalement mis fin aux négociations avec SHARPS et avec les victimes au sujet de l'indemnisation et des mesures permanentes de sécurité et elle a commencé à verser une indemnité aux victimes qui acceptaient ses clauses de confidentialité. En protestation, SHARPS a organisé un sit-in sur le site de Samsung D'light, la salle d'exposition de l'entreprise située au sud de Séoul.

Depuis la crise financière asiatique de 1997-1998, l'économie sud-coréenne emploie de plus en plus de travailleurs temporaires, qui supplantent les emplois permanents caractérisés par l'ancienneté, ce qui était auparavant la norme. Au 31 décembre 2015, environ 21 % de la main-d'œuvre de Samsung Electronics se composait de travailleurs temporaires.



▲ Yun Seul-ki
(1981-2012)
Anémie aplastique



▲ Kim Do-eun
(1976-2012)
Cancer du sein

**DONNÉE
SAMSUNG**

Les jeunes femmes constituent une grande partie de la main-d'œuvre employée ou sous-traitée dans les usines de Samsung Electronics.

**DONNÉE
SAMSUNG**

Les sites de travail de Samsung sont soumis à une forte autorité, à des mesures de surveillance et à une politique antisyndicale absolue, qui présente un risque non seulement pour les travailleurs, mais aussi pour les consommateurs.



**DONNÉE
SAMSUNG**

En 2011, 84 % des recettes du secteur électronique de Samsung étaient générées en dehors de la Corée du Sud.¹

Plus grave encore, Samsung Electronics passe par ses filiales pour embaucher des travailleurs occasionnels. Sa filiale de service après-vente Samsung Electronics Service n'est propriétaire que de neuf succursales sur 107. Les 98 autres succursales sont des entrepreneurs qui emploient au total environ 6000 réparateurs rémunérés à la pièce. Bien que la filiale gère l'ensemble du réseau de réparation, l'externalisation l'exonère de toute responsabilité en termes de sécurité. L'entreprise impose au personnel des règles strictes en matière de gestion du temps de travail. Les employés doivent passer moins de 40 minutes sur une tâche, même si cela ne leur laisse pas le temps de mettre des vêtements de protection ou d'appeler du renfort, par exemple un lorry échelle. Les chefs d'atelier leur demandent sans cesse de travailler plus rapidement en leur envoyant des messages sur leur portable. En 2014-2016, au moins quatre réparateurs sont décédés au travail ou se sont suicidés en raison de la rapidité qui leur est imposée et des tentatives de l'entreprise de réprimer tout mouvement de syndicalisation. La dernière victime en date s'appelle Jin Nam-jin. Nam, âgé de 45 ans, a fait une chute mortelle alors qu'il réparait un climatiseur au troisième étage d'un bâtiment à Séoul, en juin 2016. La responsabilité de Samsung n'est pas engagée.

Samsung Electronics externalise des emplois dans le secteur de la fabrication, la plupart étant des emplois à haut risque, à des entrepreneurs qui sous-traitent à leur tour la majeure partie des tâches à des fabricants plus petits – une pratique illégale mais souvent utilisée dans le pays. En janvier et février 2016, cinq travailleurs – une femme et quatre hommes entre 20 et 30 ans, employés chez deux sous-traitants différents de Samsung Electronics – ont été exposés à du méthanol gazéifié, qui peut entraîner une perte de la vision. Dans un pays où le PIB par habitant s'élève à 26.000 USD, les cinq victimes étaient payées 5700 KRW (4,71 USD) de l'heure pour manipuler du méthanol gazéifié utilisé comme réfrigérant lors de la découpe de circuits de smartphones. Les employeurs ont préféré le méthanol à l'éthanol, qui est moins dangereux mais trois fois plus cher. En avril, sur les cinq victimes, quatre ont introduit une action en réparation contre leur agence de travail temporaire, les sous-traitants et Samsung Electronics. L'identité des victimes n'est pas divulguée, conformément à leur souhait.

Samsung utilise une main-d'œuvre cachée de travailleurs contractuels et en sous-traitance dans de nombreux pays à travers le monde. À partir de 2013, Samsung Electronics a commencé à mener des opérations de recrutement tout aussi agressives au Vietnam, où 20.000 travailleurs ont été directement embauchés après le lycée pour cette seule année 2013 dans le secteur en pleine expansion des smartphones. En 2015, les activités au Vietnam, qui employaient 50.000 travailleurs, représentaient 40 % de la production annuelle de smartphones Samsung. Peu d'informations sont communiquées sur les conditions de travail, mais les employés travaillent souvent de nuit à l'assemblage des smart-

phones, pour un dixième de ce que coûterait un travailleur sud-coréen.

Samsung ne se soucie pas beaucoup non plus de ses clients, comme en témoigne le lancement du smartphone Galaxy Note 7 en septembre 2016 : plusieurs dizaines de téléphones ont explosé à cause de batteries défectueuses. Samsung a proposé de remplacer les téléphones incriminés mais n'a pas suivi correctement les procédures de rappel des produits, notamment aux États-Unis, où les portables étaient encore en vente alors que Samsung avait déjà demandé leur rappel. La cause principale du problème venait du fabricant de batteries lui-même, Samsung SDI, dont la direction s'oppose de manière agressive à la volonté des travailleurs de créer un syndicat depuis une dizaine d'années, et qui a annoncé de considérables réductions de personnel début 2016. L'attitude répressive de Samsung à l'égard de sa main-d'œuvre met également les consommateurs en danger.



Un système qui favorise l'exploitation

Comment les entreprises multinationales exploitent les travailleurs en passant par les chaînes mondiales d'approvisionnement



Délocalisation

Dans de nombreux cas, les entreprises font appel aux chaînes mondiales d'approvisionnement pour acheter des produits et des services en mettant sous pression les fournisseurs, fabricants, distributeurs, grossistes ou détaillants locaux.



Salaires et conditions de travail injustes

Les entreprises sont sans cesse à l'affût des pays à bas coût pour optimiser leurs bénéfices ; les travailleurs des secteurs à forte intensité de main-d'œuvre sont les plus touchés, ce qui entraîne un dangereux nivellement par le bas.



Travail précaire, travail forcé, travail des enfants

L'emploi est souvent affecté par les fluctuations de la demande, créant une demande saisonnière d'emplois, au détriment des emplois stables. Les travailleurs sont contraints d'enchaîner les contrats renouvelables de courte durée pour contourner les droits du travail inhérents aux emplois permanents.



Travail dangereux

Les multinationales choisissent souvent de s'implanter dans les pays où la main-d'œuvre est bon marché et l'environnement réglementaire peu rigoureux. Lorsqu'un travailleur se blesse ou tombe malade, il bénéficie rarement d'une indemnisation satisfaisante, dans la mesure où les entreprises ne fournissent pas d'assurance et où les gouvernements, face à la pression et à l'influence des entreprises, ne prévoient pas de régimes d'indemnisation.



Aucun recours juridique

Les entreprises sont généralement à l'abri des actions en justice intentées par les travailleurs, étant donné que les tribunaux des pays d'accueil sont plutôt faibles et inefficaces et qu'il peut se révéler difficile, pour ne pas dire impossible, de rendre les sociétés mères responsables des violations des droits humains commises dans leurs filiales à l'étranger.



Actions antisyndicales

Dans les pays dont l'environnement réglementaire est peu contraignant, les travailleurs peuvent rencontrer des difficultés pour exercer leurs droits de s'organiser, de créer des syndicats et d'entreprendre des actions revendicatives. De nombreuses multinationales reconnaissent les syndicats dans leur pays d'origine mais adoptent un comportement fortement antisyndical dans les pays étrangers où les recours juridiques aboutissent plus difficilement.



Aucun système de protection sociale

L'absence de socles de protection sociale, notamment de régimes de sécurité sociale et de pension, prive les travailleurs et l'économie d'un mécanisme de sécurité.



Évasion fiscale

Lorsque les multinationales ne payent pas leurs impôts dans les pays où elles sont implantées, les populations locales sont privées de recettes fiscales essentielles. Les entreprises jouent par exemple sur les prix de transfert : elles manipulent les prix pour diminuer les bénéfices d'une filiale située dans un pays qui prélève davantage d'impôts, et elles déclarent des bénéfices plus élevés dans un pays où les impôts sont moins élevés.

4. Actionnaires institutionnels

Près de la moitié des participations de Samsung sont détenues par des entités étrangères, dont les plus importantes sont des sociétés de gestion d'investissements internationales et américaines parmi les plus grandes du monde, qui contrôlent des milliers de milliards d'actifs à travers le monde.

Voici quelques-uns des principaux actionnaires de Samsung:

National Pension Service of Korea	La caisse de retraite publique sud-coréenne est le plus grand actionnaire de Samsung. Avec 430 milliards USD d'actifs, le National Pension Service est le principal investisseur de Samsung en Corée du Sud et le troisième plus grand au niveau mondial.
Samsung Life Insurance	La plus grande compagnie d'assurance coréenne, qui compte 195 milliards USD d'actifs au total, est le deuxième plus grand actionnaire de Samsung; c'est également une filiale du Groupe Samsung. Parmi les filiales actionnaires importantes figurent par exemple la société mère, le Groupe Samsung, ainsi que Samsung Construction & Trading Corporation (construction et commerce), Samsung Asset Management (gestionnaire de placements), Samsung Fire & Marine Insurance (assurance incendies et marine).
Korea Investment Corporation (KIC)	Fin 2013, les fonds souverains sud-coréens géraient des actifs pour 64,5 milliards USD.
Lee Kun-hee	Le président énigmatique de Samsung est l'un des dix principaux actionnaires de l'entreprise et détenait une fortune de 12 milliards USD en mai 2016.
Capital Research and Management Company	Il s'agit d'un gestionnaire d'investissements privé américain, qui travaille essentiellement avec des sociétés d'investissement, des particuliers très fortunés, et des banques. Cette entreprise fait partie de la société Capital Group, classée parmi les plus grands et les plus anciens organismes de gestion d'investissements du monde, dont les actifs s'élèvent à 1390 milliards USD.
BlackRock	BlackRock est une société mondiale de gestion d'investissements dont le siège est situé à New York. C'est de loin le plus important gestionnaire d'actifs au monde, avec 4600 milliards USD d'actifs sous gestion, 22 centres d'investissement, 70 bureaux dans 30 pays et des clients dans 100 pays.
Franklin Resources	Cette société portefeuille américaine, de son nom complet Franklin Templeton Investments , est l'un des plus grands groupes de gestion d'actifs du monde, avec plus de 850 milliards USD d'actifs gérés pour le compte de plus de 25 millions d'investisseurs privés, professionnels et institutionnels.
Dodge & Cox	Il s'agit d'une entreprise américaine de fonds communs de placement qui fournit des services de gestion d'investissements. En 2015, la société gérait 270 milliards USD d'actifs. ^{xviii}
The Vanguard Group	Il s'agit d'une entreprise américaine de gestion d'investissements qui gère environ 3400 milliards USD d'actifs. C'est le plus grand fournisseur de fonds communs de placement et le deuxième plus grand fournisseur au monde de fonds négociés en bourse après BlackRock.

5. Samsung pays par pays: panorama mondial

Brésil

Conditions de travail dangereuses, longues heures de travail, harcèlement, accidents du travail, amendes imposées aux entreprises

Canada

Ententes présumées et fixation de prix

Chine

Travail des enfants, travail forcé, heures supplémentaires forcées et d'une durée excessive, travail non rémunéré, conditions de travail éprouvantes, violations des contrats de travail, manque de sécurité des travailleurs, violences physiques et verbales, discrimination

Europe

Fixation des prix/entente, bas salaires, longues heures de travail, amendes imposées aux entreprises

Inde

Exploitation des apprentis, accidents du travail, bas salaires, hospitalisation de travailleurs

Indonésie

Décès de travailleurs, allégations d'action antisyndicale, salaires inférieurs aux salaires conventionnels, externalisation du travail, problèmes de santé et de sécurité, contrats de courte durée, approvisionnement de matières premières dans des mines dangereuses

Corée du Sud

Suicide de travailleurs, décès au travail, accidents du travail, scandales liés à des cas de cancer, exposition à des produits chimiques dangereux, tentatives d'étouffer des enquêtes, attitude et activités antisyndicales, fausse sous-traitance, longues heures de travail, bas salaires, surveillance des travailleurs, grèves, manifestations, scandales impliquant le directeur général, scandales financiers, allégations d'ententes

Malaisie

Système de fonctionnement dominé par l'esclavage moderne, le travail externalisé et la servitude pour dette

Mexique

Forte discrimination envers les femmes

Philippines

Intimidation des travailleurs, attitude antisyndicale, licenciements illégaux, activités antisyndicales, salaires inférieurs aux salaires minimum, manquements à la sécurité, exposition à des produits chimiques dangereux, harcèlement verbal

Taïwan

Bas salaires, journées de travail excessivement longues, heures supplémentaires non dûment rémunérées, licenciement de membres syndicaux, main-d'œuvre en dessous de l'âge légal, lieux de travail dangereux, marketing viral

Thaïlande

Main-d'œuvre externalisée, membres syndicaux pris pour cible, lock-out, grèves et manifestations

États-Unis

Ententes délictueuses, emprisonnement de cadres, violations des droits d'auteur

Vietnam

Longues heures de travail, heures supplémentaires d'une durée excessive, émeutes de travailleurs

BRÉSIL



Conditions de travail dangereuses, longues heures de travail, harcèlement, accidents du travail, amendes imposées aux entreprises

En août 2013, le ministère du Travail brésilien a intenté une action en justice contre Samsung, en raison des conditions de travail dangereuses et précaires imposées aux 6000 employés d'une usine de fabrication au Brésil.^{xix}

Le Brésil a émis un mandat d'arrêt à l'encontre de Lee Kun-hee.

Les procureurs fédéraux ont déclaré que Samsung «soumettait les employés aux risques de maladies provoquées par une activité répétitive et un rythme de travail intense sur les chaînes de montage», ainsi qu'à des périodes de travail pouvant durer 15 heures, au manque de sièges sur la chaîne de fabrication, à un nombre insuffisant de pauses et de journées de congé, et au harcèlement au travail sur le site de Manaus.

Les procureurs ont demandé une indemnisation de 108 millions USD à répartir entre les travailleurs. Autour de 2000 employés ont eu jusqu'à deux semaines d'arrêt maladie pour la seule année 2012, suite à des problèmes de dos et de troubles musculosquelettiques.

En septembre 2011, l'entreprise a dû verser 214 000 USD de dommages-intérêts aux employés de l'usine de Campinas, dans l'État de São Paulo.^{xx}

CANADA



Ententes présumées et fixation de prix

En octobre 2014, il a été déclaré dans diverses procédures collectives que plusieurs géants de l'électronique, dont Samsung, s'étaient entendus pour «soutirer» 480 millions CAD de bénéfices illégaux aux consommateurs canadiens pendant près d'une décennie.^{xxi}

Les actions en justice récemment intentées dans l'Ontario, en Colombie-Britannique, au Saskatchewan et au Québec citent nommément 40 entreprises qui se seraient associées pour fixer les prix des condensateurs électroniques, qui sont des pièces indispensables à de multiples appareils, allant des téléphones portables aux réfrigérateurs.

CHINE



Travail des enfants, travail forcé, heures supplémentaires forcées et d'une durée excessive, travail non rémunéré, conditions de travail éprouvantes, violations des contrats de travail, manque de sécurité des travailleurs, violences physiques et verbales, discrimination

En 2012, Samsung employait environ 41 000 personnes en Chine, soit le plus grand nombre de travailleurs dans un pays en dehors de la Corée du Sud.^{xxii}

En septembre 2012, l'organisme de surveillance du travail China Labor Watch a publié un rapport d'enquête sur les huit fournisseurs de Samsung en Chine, qui emploient près de 15 000 personnes.^{xxiii}

Ce document signalait notamment des cas d'heures supplémentaires forcées s'élevant à largement plus de 100 heures par mois, de travail non rémunéré, de station debout pendant 11 à 12 heures, de jeunes n'ayant pas l'âge légal pour travailler, de grave discrimination fondée sur l'âge et le genre, de mauvais traitements à l'encontre d'étudiants et de travailleurs temporaires, de manque de sécurité des travailleurs, de violences physiques et verbales. En outre, les travailleurs n'ont pas accès à des mécanismes internes efficaces de réclamation qui leur permettraient de remédier à ces transgressions.

Samsung fait appel à des prestataires extérieurs pour produire des gadgets démodés et bon marché en Chine et au Vietnam à destination des marchés africains et asiatiques. Les pressions exercées pour faire baisser les coûts peuvent être plus fortes parce que l'entreprise doit recourir à une réserve de main-d'œuvre bon marché pour répondre aux besoins d'un marché à faible marge.

En 2014, Samsung a commencé à produire des puces mémoire à Xian, en Chine. Tous les matériaux proviennent de Corée du Sud.

En août 2014, China Labor Watch a fait savoir qu'il y avait des enfants qui travaillaient dans une usine de la chaîne d'approvisionnement de Samsung HEG Electronics^{xxiv} employait plus de 10 enfants de moins de 16 ans dans une usine de Huizhou, dans la province de Guangdong. Le plus jeune était âgé de 14 ans.

Les années précédentes, Samsung avait déjà fait l'objet de plusieurs plaintes contre des fournisseurs qui auraient fait travailler des enfants. En 2014 également, Samsung a annoncé qu'il cesserait de travailler avec un de ses fournisseurs, Shinyang Electronics, apprenant qu'il aurait enfreint les réglementations relatives au travail des enfants.

L'ONG Asia Monitor Resource Centre affirme que des travailleurs originaires de Chine continentale sont employés comme main-d'œuvre étrangère dans les usines des chaînes d'approvisionnement de Taïwan, les Chinois étant moins payés que les locaux.

EUROPE

Europe

Fixation des prix/entente, bas salaires, longues heures de travail, amendes imposées aux entreprises

En mai 2010, Samsung figurait parmi les dix entreprises du secteur de l'électronique condamnées par la Commission européenne à verser une amende pour entente sur le prix de puces mémoire utilisées dans les ordinateurs et les serveurs.ⁱ

En décembre 2010, la Commission européenne a imposé 649 millions EUR d'amende à diverses entreprises de l'électronique sud-coréennes et taiwanaises, parmi lesquelles Samsung, pour

avoir secrètement fixé les prix des écrans plats à cristaux liquides destinés aux téléviseurs et ordinateurs européens.ⁱⁱ

Samsung, qui était à l'époque le numéro un des écrans à cristaux liquides, a échappé aux sanctions financières parce qu'elle a été la première à se manifester en fournissant des informations sur les ententes présumées.

En décembre 2013, Samsung a été citée parmi les entreprises de l'électronique qui employaient des travailleurs hongrois à des salaires insuffisants pour subvenir aux besoins d'une famille, entre autres abus: semaines de travail allant jusqu'à 72 heures, stratégie visant à éviter de payer les heures supplémentaires en violation des normes internationales, périodes de travail de 12 heures, embauche d'un nombre de travailleurs intérimaires supérieur au nombre d'employés permanents pendant les pics de production.ⁱⁱⁱ

INDE



Exploitation des apprentis, accidents du travail, bas salaires, hospitalisation de travailleurs

Samsung est un acteur incontournable de l'industrie de l'électronique en Inde. Contrairement à la Chine et ses grandes entreprises nationales, le marché indien de l'électronique est dominé par les multinationales étrangères.

Samsung a commencé à s'implanter en Inde en 1995 et s'est rapidement imposée comme fournisseur principal de produits grand public dans le secteur de l'électronique, de l'informatique et des télécommunications sur le marché indien. Son siège régional se trouve près de Delhi. Toutefois, comme le signalait l'ONG Asia Monitor Resource Centre (AMRC) en 2013, une grande partie des travailleurs embauchés par les fournisseurs de Samsung sont des migrants originaires d'autres districts.ⁱⁱⁱ

Au nord du pays, la fabrication de produits électroniques emploie essentiellement des hommes, migrants pour la plupart, tandis que dans le sud et à l'ouest du pays, les femmes provenant des zones rurales environnantes représentent entre 50 et 60 % de la main-d'œuvre.

L'AMRC a fait remarquer que la structure complexe de la législation indienne du travail avait tendance à favoriser les violations du droit du travail.

Un rapport de 2013 indique que les travailleurs de Samsung Electronics sur le site de Noida, en Inde, ont signalé qu'à peu près la moitié des 2500-3000 ouvriers à la chaîne étaient des apprentis. Légalement, les apprentis ne sont pas considérés comme des travailleurs, et ne peuvent donc pas exercer le droit à la négociation collective.

“ Il apparaît clairement que la stratégie de Samsung pour réduire les frais de personnel repose sur l'exploitation des apprentis, souligne le rapport. Légalement, ils sont embauchés pour une année seulement, ce qui garantit à l'entreprise une abondante main-d'œuvre flexible; en outre, ils reçoivent une paye fixe et non un salaire. ”

Les chaînes de montage de Samsung sont très automatisées, et la rapidité du travail à la chaîne oblige les ouvriers à travailler vite et sans interruption. Dans le secteur des téléphones portables, les travailleurs à la chaîne ont signalé qu'ils avaient entre 3,5 et quatre secondes pour effectuer leur tâche individuelle.

D'après les travailleurs, un processus de fabrication aussi intense leur laisse uniquement le temps d'accomplir leur tâche, et leur permet à peine d'aller aux toilettes ou de boire une gorgée d'eau. Les travailleurs font part de nombreux problèmes de santé dus à ce rythme de travail, notamment des maux de tête, une extrême fatigue, des crises d'angoisse, de la fièvre et des douleurs physiques.

En novembre 2009, au moins 55 employés de l'usine Samsung de Noida ont été hospitalisés pour des difficultés respiratoires, des larmoiements et des évanouissements. Des responsables de l'hôpital ont indiqué que ces problèmes étaient probablement dus à l'inhalation de gaz toxiques.^{iv}

Le commissaire de police a fait savoir que l'enquête initiale suggérait que le gaz en cause était «probablement du GPL qui s'était échappé du tuyau d'un ascenseur installé dans l'usine», mais le ministère du Travail n'a pas diligencé d'enquête de suivi ni pris de mesure spécifique.

INDONÉSIE

Décès de travailleurs, allégations d'action antisyndicale, salaires inférieurs aux salaires conventionnels, externalisation du travail, problèmes de santé et de sécurité, contrats de courte durée, approvisionnement de matières premières dans des mines dangereuses

Sur les sites de travail de Samsung en Indonésie, des cas de décès de travailleurs ont été signalés, ainsi que des actions antisyndicales. Chez les fournisseurs de Samsung en Indonésie, les actions antisyndicales existent également, et le versement de salaires inférieurs aux salaires minimum conventionnels a été rapporté.

Samsung fait appel à des fournisseurs indonésiens qui emploient de la main-d'œuvre migrante, essentiellement originaire de Java central et de l'île de Sumatra, par le biais de l'externalisation ou de contrats. Autour de huit travailleurs sur dix sont des femmes âgées entre 20 et 25 ans qui travaillent depuis deux à cinq ans dans la même usine.^{lv}

Les travailleurs indiquent que les personnes non syndiquées ont souvent des contrats précaires, en tant que journaliers ou intérimaires. Les travailleurs externalisés sont moins payés, souvent en dessous du salaire minimum.

En octobre 2012, Samsung Electronics en Indonésie a licencié des dirigeants et des militants syndicaux en mettant fin à leurs contrats de sous-traitance. Un mois plus tard, l'entreprise a cherché à intimider les autres employés en faisant intervenir des casseurs armés, qui se sont emparés de voitures et de motos, sur ordre de la direction.

En décembre 2012, le Conseil du travail indonésien (MPBI) a manifesté devant l'ambassade de Corée du Sud à Jakarta pour exhorter Samsung à réintégrer les travailleurs licenciés et à cesser de faire appel à des casseurs.

En avril 2013, Samsung a reconnu avoir utilisé de l'étain provenant des mines controversées de l'île indonésienne de Bangka, où une enquête menée par le Guardian et les Amis de la Terre a permis de découvrir que l'exploitation non réglementée des mines d'étain recourait au travail des enfants, détruisait l'environnement et tuait 150 mineurs chaque année, selon les estimations.^{lv}

En 2013, la Confédération syndicale indonésienne (KSPI) a fait part d'actions antisyndicales de grande ampleur dans les usines qui fournissent Samsung. Le syndicat avait déjà organisé les travailleurs de 22 fournisseurs de Samsung et avait constaté le démantèlement de pratiquement tous les syndicats (19) en un an. Les contrats de courte durée, les bas salaires et les problèmes de santé et de sécurité au travail suscitent également la préoccupation des travailleurs.

Une des tactiques utilisées par Samsung consiste à annuler les commandes passées auprès des usines dans lesquelles il y a des travailleurs syndiqués. La confédération syndicale a indiqué que l'usine PT. Samindo Electronics comptait 200 membres syndicaux sur 700 travailleurs et que ces 200 personnes, et unique-

ment elles, ont été licenciées, après quoi Samsung a de nouveau confié sa commande à l'usine.

Dans l'ensemble de l'Indonésie, les syndicats ont signalé une criminalisation des activités syndicales : 26 travailleurs font l'objet d'accusations cette année et le gouvernement n'autorise pas les syndicats à organiser de grève ni de manifestation dans des secteurs déterminés. Des travailleurs ont été frappés et emprisonnés pour avoir manifesté. La police de l'est de Java a utilisé des chiens pour attaquer les travailleurs, dont certains ont dû être hospitalisés après avoir été mordus par les animaux. En règle générale, le gouvernement essaie de faire obstacle à toute action syndicale afin de rendre le pays plus attractif pour les investisseurs. Cependant, de nombreux investisseurs japonais et européens sont partis, et ont été remplacés par des Chinois.



▲ À Jakarta, un drone du gouvernement survole un rassemblement de travailleurs qui demandent salaire minimum afin d'enregistrer des images des participants.

Hesty, fabrication de semi-conducteurs, Samsung

« Mon travail, c'est de fabriquer des connecteurs, des dispositifs électriques. Une fois qu'on a validé le produit, il est emballé, étiqueté et expédié au client.

Ces connecteurs sont utilisés dans plusieurs types d'appareils, par exemple pour l'audio, la vidéo, les ordinateurs portables, les télévisions, les téléphones portables... et ils sont envoyés à l'étranger, en Thaïlande, en Corée, au Japon.

Pour les produits électroniques que nous fabriquons, en une heure on sort 500 pièces. Je travaille dans une entreprise d'électronique et j'ai un salaire mensuel de trois millions deux cent mille [roupies indonésiennes].

Si on calcule ce qu'il faut à une famille de Batam, avec deux enfants qui ont des besoins différents, le salaire n'est pas suffisant, en fait.

Il y a tellement de besoins, la garderie pour les enfants, par exemple.

Pour les besoins du ménage, comme la nourriture, les soupes, et toutes les autres choses, seulement pour le ménage, il faut compter 500 000 roupies.

Et après il faut payer les frais d'inscription des enfants à l'école, c'est à peu près 500 000 roupies, puis l'eau, le riz, le lait, le sucre... des choses qu'il nous faut tous les jours.

Et il y a d'autres besoins, comme par exemple le lait pour bébé, les couches, la garderie, les vêtements pour les enfants.

Voilà où va mon salaire. Il faut bien que j'y arrive.

Si ce n'est pas assez, je me débrouille pour que ce soit assez. C'est comme ça, c'est tout. »



▲ Hesty, 35, Halbleiterproduktion, Samsung

Pour visionner le témoignage de Hesty, cliquez sur <http://act.samsungexposed.org>

CORÉE DU SUD

Suicide de travailleurs, décès au travail, accidents du travail, scandales liés à des cas de cancer, exposition à des produits chimiques dangereux, tentatives d'étouffer des enquêtes, attitude et activités antisyndicales, fausse sous-traitance, longues heures de travail, bas salaires, surveillance des travailleurs, grèves, manifestations, scandales impliquant le directeur général, scandales financiers, allégations d'ententes

Samsung est de loin la plus grande entreprise sud-coréenne, avec environ 100 000 travailleurs. Sa valeur boursière est plus de cinq fois plus importante que celle de la deuxième entreprise de ce pays de 50 millions d'habitants. Samsung emploie autour de 45 000 personnes en Corée du Sud dans le secteur des semi-conducteurs et des écrans à cristaux liquides, mais ces travailleurs ne sont pas tous des ouvriers d'usine.^{xxv}

Le Groupe de travail des Nations Unies sur les entreprises et les droits de l'homme s'est rendu en Corée du Sud en juin 2016 et a dressé les constats suivants^{xxvi}.

- *«D'après les données et les témoignages recueillis au sujet des violations des droits humains dans les entreprises, la principale source de préoccupation et le facteur fondamental de ces violations sont imputables à l'incapacité d'assurer une surveillance appropriée des chaînes d'approvisionnement et au manque de volonté de certaines grandes entreprises d'assumer effectivement la responsabilité d'empêcher ou d'atténuer l'impact de leurs activités sur les droits humains. Le risque d'incidence négative sur les droits humains est plus élevé aux niveaux les plus bas des chaînes d'approvisionnement, et encore plus lorsque les chaînes d'approvisionnement s'étendent au-delà des frontières nationales.»*
- *«Certaines des entreprises que nous avons visitées affirment qu'il leur est pratiquement impossible de contrôler les chaînes d'approvisionnement au-delà de leurs fournisseurs directs. Une autre entreprise a indiqué que les violations des droits humains signalées chez l'un de ses fournisseurs directs ne la concernaient absolument pas. Ce n'est pas une approche satisfaisante au regard des Principes directeurs.»*



Suicide de travailleurs

En janvier 2011, deux ouvriers de Samsung Electronics – employés dans les usines d'écrans à cristaux liquides de Samsung – se sont suicidés en sautant des dortoirs de l'entreprise, les 3 et 11 janvier.^{xxvii}

En octobre 2013, Choi Jong-beom, membre du syndicat des métallurgistes *Korean Metal Workers' Union* (KMWU) âgé de 32 ans, s'est suicidé, ne supportant plus la situation extrêmement difficile dans laquelle il se trouvait suite à des vérifications ciblées, et pour dénoncer la répression exercée par Samsung. Il a laissé une femme et une petite fille.^{xxviii}

Choi Jong-beom s'est suicidé après avoir fait l'objet de violences verbales et d'insultes, exactement 100 jours après la création d'un syndicat par les travailleurs. Le KMWU a précisé que 1600 autres membres syndicaux de Samsung Electronics Service Local subissaient la même répression.^{xxix}

Dans la note qu'il a écrite avant de passer à l'acte, Choi Jong-beom disait: *«Depuis que je travaille chez Samsung SVC, c'est très dur pour moi. Je n'arrive pas à profiter de la vie parce que j'ai tout le temps faim, et tout le monde lutte tellement que le seul fait d'en être témoin est douloureux aussi. Je ne peux pas faire comme Jeon Tae-il, mais j'ai pris ma décision. S'il vous plaît, j'espère que ce sera utile.»*

Cette note fait allusion à Jeon Tae-il, travailleur coréen et militant des droits des travailleurs qui s'est immolé par le feu en 1970 pour protester contre les conditions de travail déplorables dans les usines sud-coréennes.

En 2014, Yeom Ho-seok, le dirigeant d'un syndicat sud-coréen nouvellement constitué chez Samsung, a mis fin à ses jours pour dénoncer les politiques antisyndicales implacables de l'entreprise.^{xxx}

Dans la lettre qu'il a laissée, Yeom écrivait: *«Je me sacrifie parce que je ne peux plus supporter le sacrifice et la douleur des autres et la situation pénible de mes camarades syndicalistes.»*

Yeom a demandé dans sa lettre à ce que ses cendres soient *«dispersées ici [sur le lieu de sa mort] le jour de la victoire»*, mais sa dépouille a été emportée de force par 300 policiers en dépit du consentement écrit de ses deux parents acceptant de confier son corps au syndicat, selon les propos d'un représentant syndical.^{xxxi}

La police a affirmé que seulement 80 agents avaient été envoyés sur place. Ils ont refusé de communiquer les motifs légaux de leur intervention.

Le suicide de Yeom a déclenché une vague de manifestations à travers le pays, y compris au siège de Samsung Electronics à Séoul et au domicile du présumé directeur général en devenir Lee Jae-yong, pour protester contre ce qui était à leurs yeux une répression des activités syndicales de la part de Samsung et contre *«un nombre criminel d'heures de travail dans des conditions inhumaines avec un salaire en constante diminution»*, d'après les dépliants syndicaux distribués pendant les manifestations. Les grèves ont duré 41 jours.

«Je me sacrifie parce que je ne peux plus supporter le sacrifice et la douleur des autres et la situation pénible de mes camarades syndicalistes».

«Depuis que je travaille chez Samsung SVC, c'est très dur pour moi. Je n'arrive pas à profiter de la vie parce que j'ai tout le temps faim, et tout le monde lutte tellement que le seul fait d'en être témoin est douloureux aussi. Je ne peux pas faire comme Jeon Tae-il, mais j'ai pris ma décision. S'il vous plaît, j'espère que ce sera utile».

Scandales liés à des cas de cancer

Un groupe qui milite en faveur de la sécurité des travailleurs, appelé SHARPS et aussi connu localement sous le nom de Banolim, a recensé plus de 200 cas de maladies graves – leucémie, lupus, lymphome, sclérose en plaques et tumeurs au cerveau – chez d'anciens travailleurs des secteurs des semi-conducteurs et des écrans à cristaux liquides chez Samsung. Soixante-six d'entre eux sont décédés, âgés pour la plupart de 20 à 40 ans.^{xxxii}

Depuis 2008, 56 travailleurs ont sollicité une indemnisation auprès du gouvernement. En août 2016, seuls dix d'entre eux avaient obtenu une indemnisation, la plupart après des années de batailles devant les tribunaux. Moitié des 46 demandes restantes ont été refusées et l'autre moitié est encore en cours d'examen.

Les familles des victimes, essentiellement des jeunes de la classe ouvrière rurale, puisent souvent dans leurs économies et vendent leur maison pour payer les factures de l'hôpital, ce qui les contraint à vivre dans des logements sociaux. Certains travailleurs se sont retrouvés en incapacité de travailler.

En 2005, une leucémie aiguë myéloïde a été diagnostiquée à Hwang Yu-m, qui travaillait dans une usine de semi-conducteurs de Samsung, alors qu'elle se plaignait de nausées, de vertiges et de vomissements. Yu-mi avait commencé à travailler chez Samsung en 2003 à l'âge de 18 ans et elle est décédée à 22 ans.^{xxxiii}

Sa collègue Lee Suk-young travaillait sur la même chaîne de montage; elles étaient côte à côte sur le même poste de travail et plongeaient les puces électroniques dans le même bac de produits chimiques. En 2005 également, la même forme de leucémie particulièrement agressive a été diagnostiquée à Lee Suk-young – mère de deux enfants, dont un nourrisson –, et elle est morte cinq semaines après la découverte de sa maladie.

En 2012, une agence du gouvernement sud-coréen a établi que c'est en travaillant dans une usine de Samsung Electronics que Mme Kim (dont nous taïrons le prénom à la demande de sa famille) avait contracté un cancer du sein qui avait entraîné sa mort.

C'était seulement la deuxième fois que cette agence admettait l'existence d'un lien entre le cancer et les puces électroniques fabriquées dans l'entreprise.^{xxxiv} Le Service d'indemnisation et de bien-être des travailleurs coréens, qui dépend du ministère du Travail, a dit qu'il existait un «*considérable lien de causalité*» entre le cancer du sein de Mme Kim et les cinq années qu'elle avait passées à travailler dans une usine de fabrication de semi-conducteurs près de Séoul.

Mme Kim est décédée en mars à l'âge de 36 ans, trois ans après le diagnostic de son cancer du sein. Elle avait travaillé chez Samsung de 1995 à 2000.

En 2014, à Séoul, un tribunal a ordonné au gouvernement de verser une indemnisation à la famille d'une femme qui avait été emportée par une tumeur au cerveau après avoir travaillé dans une usine de Samsung Electronics, reconnaissant qu'elle était victime d'une catastrophe industrielle et que son décès était lié à l'environnement de travail de l'usine.^{xxxv}

Une tumeur au cerveau maligne a été diagnostiquée à Lee Yun-jeong en 2010 après avoir travaillé dans une usine de fabrication de semi-conducteurs Samsung, au centre de la Corée du Sud, de 1997 à 2003. L'agence gouvernementale qui indemnise les victimes de catastrophes industrielles a refusé de prendre en charge son traitement médical. Lee a intenté une action en justice pour inverser cette décision en 2011 mais elle est décédée un an plus tard à l'âge de 32 ans.

Son mari s'est porté partie requérante pour soutenir une ancienne collègue de sa femme, Yu Myeng-hwa, à qui l'on avait diagnostiqué en 2001 une anémie aplastique, une maladie du sang irréversible. Yu, âgée de 32 ans, avait travaillé dans la même usine de 2000 à 2003.

En août 2016, une enquête réalisée par Associated Press a révélé que les autorités sud-coréennes avaient, à la demande de Samsung, dissimulé à maintes reprises aux travailleurs et à leur famille des renseignements essentiels sur les produits chimiques auxquels ils étaient exposés dans les usines



CORÉE DU SUD (suite)

de fabrication des puces électroniques et des écrans à cristaux liquides.^{xxxvi}

Les travailleurs malades étaient censés avoir accès à ces données auprès du gouvernement ou des tribunaux, pour pouvoir solliciter une indemnisation de l'État. Or, les documents provenant des tribunaux et du ministère du Travail indiquent que, en 2015, Samsung priait toujours le gouvernement de ne pas divulguer d'informations sur les niveaux d'exposition aux produits chimiques ni sur d'autres enquêtes – même à la demande des juges pour les besoins des actions en réparation des travailleurs – au nom de la protection du «*secret commercial*».

Décès au travail et accidents du travail

En mai 2013, une fuite d'acide fluorhydrique – une substance très toxique – survenue à l'usine principale de puces électroniques de Samsung Electronics, dans la ville sud-coréenne de Hwaseong, a provoqué des lésions chez trois employés.^{xxxvii}

En mars 2014, un travailleur a été tué suite à une fuite de gaz dans une usine Samsung au sud de Séoul. Le système de sécurité du bâtiment a laissé s'échapper du dioxyde de carbone après une erreur de détection d'incendie, intoxiquant mortellement cet homme de 52 ans qui travaillait pour une entreprise partenaire de Samsung.^{xxxviii}

Attitude et activités antisyndicales

En Corée du Sud, Samsung Electronics est connue pour ses rigoureuses politiques antisyndicales. Depuis l'époque du fondateur de Samsung, Lee Byung-chull, jusqu'à la présidence actuelle de Lee Kun-hee, Samsung a utilisé « tous les moyens possibles » pour empêcher les employés de former des syndicats, souligne l'ONG Asia Monitor Resource Centre.

« Cette politique a non seulement porté préjudice à Samsung Electronics, mais aussi à l'ensemble de l'industrie électronique, dans la mesure où Samsung Electronics intervient activement pour empêcher la création de syndicats chez ses fournisseurs. »^{xli}

L'Assemblée coréenne et les lois relatives aux manifestations interdisent tout rassemblement à moins de cent mètres des missions diplomatiques étrangères. Par conséquent, de nombreuses grandes entreprises, telles que Samsung, ont invité les ambassades à louer des bureaux dans leur enceinte. Cette tactique empêche effectivement les travailleurs de manifester devant le siège d'une entreprise.^{xli}

En 2013, Sim Sang-jung, membre de l'Assemblée nationale coréenne, le Parlement du pays, a divulgué un document interne confidentiel de Samsung qui décrivait en 150 pages la stratégie de la direction vis-à-vis des syndicats: Samsung ordonnait aux entreprises affiliées au groupe de chercher à démanteler tout syndicat qui serait créé, notamment en licenciant les dirigeants du syndicat. Dans la perspective de mettre en œuvre cette politique antisyndicale, l'entreprise utilisait ce document pour former les directeurs généraux et les cadres dirigeants des entreprises affiliées au Groupe Samsung, exigeant qu'ils l'appliquent, au mépris de la législation nationale et internationale du travail.^{xlii}

En décembre 2013, un groupe de syndicats – dont le Korean Metal Workers' Union (Syndicat des métallurgistes coréens – KMWU) et la Korean Confederation of Trade Unions (Confédération coréenne des syndicats – KCTU), la Fédération syndicale

internationale IndustriALL et la CSI – ont officiellement déposé une plainte contre le gouvernement coréen pour manquement à la protection du droit des travailleurs à la liberté syndicale, à la négociation collective et à l'action collective, et pour avoir aidé et encouragé Samsung à bafouer ces droits en violation des Conventions n°87 et 98 de l'OIT.

D'après le KMWU, des employés de Samsung font systématiquement l'objet de mesures de surveillance et d'intimidation, de licenciements et de traitements injustes au niveau social et salarial dès lors qu'ils essaient d'exercer leur droit de former un syndicat ou d'adhérer à un syndicat.

Chez Samsung Electronics Service, les directeurs généraux et les cadres ont menacé les travailleurs, au cours d'entretiens individuels, de leur imposer d'annuler leur adhésion au syndicat. La direction a même menacé un des travailleurs qui s'était enfui de Corée du Nord de le renvoyer dans son pays s'il adhérait au syndicat.

Des travailleurs ont également été isolés suite à des vérifications ciblées, certains pour avoir commis des infractions mineures remontant à plusieurs années et, si l'entreprise les déclarait coupables, elle les menaçait d'intenter une action en dommages-intérêts et de déposer des plaintes au civil et au pénal s'ils restaient affiliés au syndicat.

Fausse sous-traitance, longues heures de travail et bas salaires

Samsung Electronics Service appartient à plus de 99 % à une filiale de Samsung, mais elle confie son service après-vente et la réparation des produits de la marque Samsung à près d'une centaine de centres de service Samsung à travers la Corée du Sud.

Bien qu'il s'agisse d'entités différentes, la relation réelle entre Samsung Electronics Service et ses sous-traitants laisse entrevoir une ingérence directe et la surveillance des employés chargés d'effectuer des travaux pour Samsung.

D'après des sources industrielles, les centres de service Samsung payent les réparateurs sous contrat trois à quatre fois moins que les employés permanents.^{xliii}

Les sous-traitants n'ont pas de technologie particulière, ni de licences ou de brevets pour réparer les produits de Samsung Electronics, et Samsung prend en charge la formation de ces employés. En tant qu'exploitants commerciaux, les sous-traitants ont une faible identité propre et manquent d'indépendance, de telle sorte qu'ils font office d'employeurs par procuration pour les tâches que leur confie Samsung.

Les travailleurs ont fait part de nombreux abus, parmi lesquels des journées de travail de 15 heures, des salaires inférieurs au salaire minimum, des violences verbales et des environnements de travail dangereux, comme par exemple le fait de travailler suspendu le long de hauts immeubles d'habitation pour effectuer des réparations, ou de procéder à des soudures au plomb sans équipement de protection. Des travailleurs ont également été contraints d'utiliser leur véhicule personnel et leurs propres outils sans être défrayés.

Scandales financiers

En 2007, l'ancien conseiller juridique principal de Samsung, Kim Yong-chul, a affirmé avoir participé à des actes de corruption et à la fabrication de preuves pour le compte du président du groupe Lee Kun-hee et de l'entreprise. Kim a révélé que Samsung avait amassé une quantité considérable de fonds secrets en ouvrant des comptes bancaires illégalement sous le nom de plus de 1000 cadres de Samsung.^{xliii}

Kim Yong-chul a également déclaré que l'entreprise avait mis en place une caisse noire de 200 millions USD pour soudoyer les responsables politiques et les procureurs.^{xliiv}

Un ancien cadre supérieur de Samsung, Michael Kim, a déclaré que les responsables d'une agence gouvernementale de lutte contre la corruption lui avaient dit un jour qu'ils n'avaient aucune autorité sur Samsung.

“ Incontestablement, Samsung contrôle la carrière des procureurs coréens, et peut briser la carrière des personnes qui entreprennent des actions contre l'entreprise, a précisé Kim. La plupart des procureurs optent simplement pour l'argent liquide (de pleins sacs de golf) et laissent Samsung tranquille. ”^{xlv}

En 2008, Lee Kun-hee a été contraint de quitter le poste de président du groupe et de verser une amende après avoir été condamné pour fraude fiscale et abus de confiance suite à une enquête. Mais un an plus tard, le président sud-coréen Lee Myung-bak, favorable aux entreprises, l'a gracié, non sans susciter une certaine controverse dans le pays.

Le dirigeant de Samsung a assumé toute la responsabilité mais a nié avoir commis des actes illicites. Il a déclaré:

“ Je n'ai rien fait. Je n'ai jamais pensé que Samsung était une organisation criminelle et je crois que c'est une faute des médias de la considérer comme telle. ”

Puis il a repris son poste de président de l'entreprise.

Allégations d'ententes

Certains détracteurs affirment que Samsung élimine les petites entreprises pour limiter le choix des consommateurs sud-coréens et qu'elle passe des accords avec d'autres géants dans les mêmes secteurs pour fixer les prix, tout en harcelant les personnes qui cherchent à enquêter sur le sujet.^{xlvi}



MALAISIE



Système de fonctionnement dominé par l'esclavage moderne, le travail externalisé et la servitude pour dette

La Malaisie est un pays attrayant pour les entreprises qui souhaitent externaliser leurs activités : la main-d'œuvre est bon marché, les taux de syndicalisation sont bas et les droits du travail sont faibles. La Malaisie dispose d'une législation du travail très restrictive qui, entre autres, limite les droits de négociation collective et le droit de grève.

En septembre 2014, Verité, le groupe international de défense des droits du travail, a découvert que pratiquement un tiers des 350.000 employés du secteur malaisien de l'électronique travaillaient dans des conditions d'esclavage moderne, subissant notamment la servitude pour dette^{lvii}.

Verité a constaté que les violations des droits des travailleurs – en particulier ceux qui viennent par dizaines de milliers de pays où les salaires sont très bas, comme le Népal, le Myanmar et l'Indonésie – étaient omniprésentes dans ce secteur à 75 milliards USD.

Le rapport établi par Verité ne cite pas nommément les employeurs, mais Samsung a fait appel aux services de fournisseurs malaisiens à forte densité de main-d'œuvre. Le rapport reproche aux politiques du gouvernement et de l'industrie d'avoir laissé les agences de recrutement malaisiennes prendre de plus en plus le contrôle des salaires et des conditions de travail des Malaisiens.

MEXIQUE



Forte discrimination envers les femmes

En mai 1997, l'ONG de défense des droits humains Human Rights Watch, l'organisation de défense des droits du travail International Labor Rights Fund et l'Association des juristes mexicains ont déposé une plainte contre la forte discrimination à l'encontre des femmes qui, par exemple, sont soumises à des tests de grossesse et se voient refuser un emploi si le test est positif.^{lviii}

Samsung a été citée parmi les auteurs de ces violations, à travers les activités qu'elle exerce au Mexique.

PHILIPPINES



Intimidation des travailleurs, attitude antisyndicale, licenciements illégaux, activités antisyndicales, salaires inférieurs aux salaires minimum, manquements à la sécurité, exposition à des produits chimiques dangereux, harcèlement verbal

Les représentants syndicaux locaux ont fait part d'une culture antisyndicale au travail particulièrement vigoureuse dans le secteur de l'électronique. Les entreprises locales qui fournissent des produits à Samsung embauchent d'anciens juristes du gouvernement pour les conseiller sur la lutte contre les syndicats. Par ailleurs, les juristes d'entreprise intentent régulièrement des actions en justice contre les syndicats pour épuiser leurs ressources.

Les syndicats signalent que la situation des travailleurs employés dans les zones économiques spéciales du pays est plus grave qu'ailleurs, étant donné que les syndicats ont difficilement accès aux travailleurs, dans la mesure où des agents de sécurité et/ou de police les empêchent d'entrer sur les lieux de travail ou intimident les travailleurs. Les grèves sont interdites.

En janvier 2014, treize syndicalistes de Sentro qui travaillaient à l'usine Young Shin Tronics, un fournisseur de Samsung Electronics aux Philippines, ont été licenciés illégalement.

L'usine produit des revêtements métalliques pour disques d'ordinateurs portables. Les travailleurs recherchaient un syndicat parce que l'entreprise ne cotisait pas aux régimes d'assurance de santé et de sécurité sociale. En outre, les employés travaillaient sans masque de protection, même pour manipuler des produits chimiques. Certains se sont plaints de problèmes respiratoires dus aux solvants utilisés pour les plaques métalliques.

La direction de Young Shin Tronics a dit aux travailleurs que Samsung annulerait ses commandes s'ils créaient un syndicat. Elle a également précisé au ministère du Travail lors d'une audition que l'entreprise fermerait en cas d'annulation des commandes.

Le syndicat a expliqué que le licenciement de travailleurs était fréquent quelques semaines avant d'obtenir la régularisation du syndicat, qui prend six mois. En conséquence, certaines personnes ont travaillé cinq mois avant d'être licenciées et de postuler ultérieurement pour le même emploi, et des travailleurs ont même changé de nom pour signer un nouveau contrat.

Les entretiens réalisés par la CSI indiquent que les employés de différents sites dénoncent le harcèlement verbal de la part de leurs chefs de service, des salaires inférieurs aux salaires minimum, l'obligation d'acheter à leurs frais des chaussures de sécurité, des masques et des gants de protection.

En mai 2014, la direction de NXP Semiconductors – une entreprise au chiffre d'affaires d'un milliard USD qui fournit des composants électroniques à Samsung – a licencié 24 dirigeants syndicaux au motif qu'ils auraient participé à une grève illégale. Or, à ce moment-là, ils essayaient de négocier une nouvelle convention collective, mais aucune grève n'a été organisée; simplement, les syndicalistes étaient absents en raison des trois jours fériés reconnus dans la convention collective du syndicat.^{lix}

Des photos de ces 24 travailleurs ont été affichées autour de l'entreprise, et ils affirment avoir ensuite été «traités comme

des criminels». Ils ont reçu des menaces de la part d'inconnus, une manœuvre qui était selon eux orchestrée par la direction de l'entreprise.

En juillet 2014, NXP Semiconductors a de nouveau été accusée de harceler les travailleurs et de recourir à des tactiques dilatoires pour rejeter la demande du syndicat de réintégrer les 24 employés licenciés illégalement.^{lx}

L'entreprise aurait ensuite fait savoir par le biais du ministère du Travail qu'elle souhaitait verser des indemnités aux travailleurs licenciés abusivement, éliminant ainsi de fait la direction syndicale de l'usine.

Fin septembre, les syndicats, avec l'intervention de la Commission nationale de conciliation et de médiation, qui dépend du ministère philippin du Travail et de l'Emploi, ont fini par trouver un accord avec NXP Semiconductors.^{lxi}

La stratégie antisyndicale de Samsung consiste à ordonner aux directeurs «d'isoler les salariés», de «punir les meneurs» et de «provoquer des conflits internes».

Et il ne s'agit que d'une politique d'entreprise.

Les employés perçoivent de faibles salaires, ils n'ont pas d'assistance médicale et manipulent des produits chimiques dangereux.

Pour des travailleurs comme Max, le harcèlement et l'intimidation ont commencé dès qu'il a créé le syndicat.

Une présentation PowerPoint confidentielle a été divulguée sur la stratégie antisyndicale de Samsung

The Summon to order the company CEO to attend the Gyeonggi Office of the Ministry of Employment and Labor, issued on 7 November 2011

Attendat : Choi (Samsung Everland Resort)

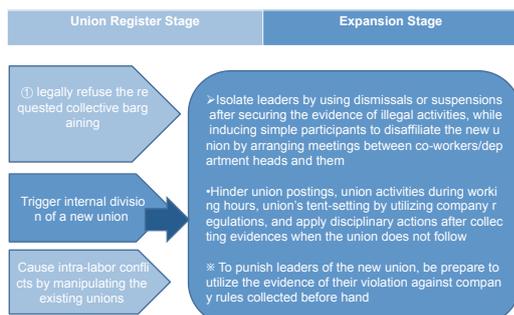
"If you do not attend, you may be disadvantaged on the basis of the article 200-2 of the Criminal Procedure Code."

The article 200-2 of the Criminal Procedure Code

"A judicial police officer can arrest a suspect with the arrest warrant issued by a judge, in case that the suspect does not meet the demand of attendance stipulated by the article 200."

▲ Licenciement des personnes principalement concernées avant la mise en place d'un syndicat, afin d'éviter les accusations de pratiques de travail injustes.

2. Countermeasures of unionized companies



▲ Sanctionner les dirigeants du nouveau syndicat, se tenir prêt à utiliser la preuve – recueillie à l'avance – qu'ils ont enfreint le règlement de l'entreprise.



Max, technicien de production, Samsung

“ J’ai commencé par être rétrogradé, puis j’ai été licencié. ”

«Je m'appelle Massimo Kuhano et je travaille chez Young Shin Tronics Incorporated depuis 2008. Je suis technicien qualifié.

Nous fabriquons une toute petite pièce métallique utilisée par Samsung. L'entreprise nous fournit un seul ventilateur industriel. Ce n'est pas l'air conditionné. Dans notre entreprise, la sécurité est un vrai problème.

Par exemple, je suis technicien et je n'ai pas de lunettes de protection quand je travaille sur les meuleuses. Si l'entreprise a un contrôle, on me donne un masque, des vêtements de sécurité... mais seulement s'il y a un contrôle. Comme ça les visiteurs se disent « Ah, c'est une bonne société ».

La principale raison pour laquelle j'ai décidé de créer un syndicat chez Young Shin est d'améliorer mon salaire, bien sûr. Nous n'avons pas d'assistance médicale, pas d'augmentation de salaire. Et en cas de catastrophe, l'entreprise ne nous aide même pas.

Depuis 2008, l'entreprise nous versait le salaire minimum, qui s'élevait à 272 pesos en 2008 (5,86 USD) et qui est passé à 321 pesos (7 USD).

J'ai 34 ans et je suis père de famille maintenant. On ne peut pas vivre avec 321 pesos (7 USD). J'étais technicien qualifié et l'entreprise n'a jamais augmenté les salaires au-dessus du niveau minimum.

J'ai subi beaucoup de choses. Une attitude antisyndicale envers moi au travail. On m'a mis à différents postes, du niveau de gardien. Ensuite, j'ai passé la serpillière par terre, j'ai enlevé la rouille sur le métal. Puis j'ai nettoyé l'extérieur des locaux de l'entreprise. Et après j'ai été licencié».

Le témoignage de Max est accessible sur <http://.act.samsungexposed.org>

TAÏWAN



Bas salaires, journées de travail excessivement longues, heures supplémentaires non dûment rémunérées, licenciement de membres syndicaux, main-d'œuvre en dessous de l'âge légal, lieux de travail dangereux, marketing viral

Les employés d'un des principaux fournisseurs de Samsung à Taïwan, Young Fast Optoelectronics, signalent des journées de travail excessivement longues pour des salaires très faibles et des heures supplémentaires non rémunérées en tant que telles.

Les usines ont embauché un très grand nombre de travailleurs et d'étudiants étrangers dans le cadre de programmes de coopération travail-études. L'ONG Asia Monitor Resource Centre indique que des jeunes de moins de 16 ans ont été recrutés.

La Commission du commerce équitable de Taïwan a par ailleurs réalisé une enquête sur Samsung et son agence locale de publicité à Taïwan et a constaté le recours à la publicité mensongère. En effet, Samsung à Taïwan a posté une annonce sur sa page Facebook indiquant qu'elle ne s'était pas immiscée dans des rapports d'évaluation et qu'elle avait mis fin à ses campagnes de marketing en ligne, consistant à poster des messages ou à répondre à des messages dans des forums en ligne.^{lxvii}

Employé de 53 ans du fournisseur de Samsung Young Fast Optoelectronics Co.^{lxviii}

« Dès que nos responsables reçoivent un appel de leurs supérieurs, qui exigent un certain niveau de production pour le mois, ils nous obligent à allonger nos heures de travail et à annuler nos week-ends et nos jours fériés pour venir travailler à l'usine. L'an passé, alors qu'il y avait un typhon, notre chef de service m'a appelé chez moi pour me demander de venir à l'usine malgré la pluie battante. Mais si j'ai un accident en cours de route, qui s'occupera de mes enfants ? J'ai refusé et je suis resté chez moi sans suivre ses ordres. Le lendemain, il m'a convoqué et m'a reproché d'avoir une attitude inappropriée vis-à-vis des heures supplémentaires. »

Membre syndical de l'entreprise Young Fast Optoelectronics, licencié après avoir cherché à obtenir le paiement des heures supplémentaires.

« À part trente minutes de pause pour le déjeuner et autant pour le dîner, je travaille onze heures par jour, je fais le même geste sans pause. Même le temps passé aux toilettes est enregistré. Nous ne savons pas si les solvants organiques que nous utilisons en grande quantité au quotidien sont toxiques ou non. La seule protection que nous ayons, ce sont des masques jetables au charbon actif. »^{lxiv}

THAÏLANDE



Main-d'œuvre externalisée, membres syndicaux pris pour cible, lock-out, grèves et manifestations

Les syndicats ont commencé à s'organiser en 2006, après que Samsung a déplacé une partie de sa production à Aneon Electronics Thailand, un fournisseur direct de Samsung.

La direction a ensuite essayé de transférer la main-d'œuvre existante à Aneon sous de nouvelles conditions d'emploi, d'après l'ONG Asia Monitor Resource Centre, ce qui a provoqué un conflit avec près de 1800 travailleurs.

Lors des négociations sur le lieu de travail, sept dirigeants syndicaux ont été licenciés. Ils ont déposé une requête auprès du gouvernement, et cinq d'entre eux ont été réintégrés; Samsung a versé une indemnisation aux deux autres.

En février 2006, NXP Semiconductors, le fournisseur de composants électroniques pour Samsung qui pèse un million de dollars sur le marché, a imposé un lock-out à ses employés pour les obliger à accepter un nouveau système de travail. Les membres syndicaux ont été priés de quitter la chaîne de production. Deux options ont été proposées aux employés concernés par le lock-out: accepter le nouveau système et garder leur emploi, ou démissionner.^{lxv}

Selon les informations recueillies, en avril 2011, un incendie accidentel a détruit l'entrepôt de Samsung Electronics. Une centaine d'employés ont réussi à s'échapper de la zone, mais cinq travailleurs ont souffert d'une intoxication suite à l'inhalation de fumée. Le coût du préjudice s'élevait à environ 50 millions THB.^{lxvi}

Le 27 février 2013 à minuit, plusieurs centaines de membres syndicaux ont dû quitter la chaîne de production, contraints à un lock-out décidé par leur employeur, la société néerlandaise de semi-conducteurs NXP Manufacturing, à Bangkok.^{lxvii}

La direction locale de NXP, fournisseur de Samsung, a laissé le choix entre deux possibilités à ses employés: accepter un nouveau système de travail et garder leur emploi, ou démissionner et partir. Il y avait plusieurs femmes enceintes parmi la main-d'œuvre essentiellement féminine que la direction a contrainte au lock-out au milieu de la nuit.

Un peu plus tard, les membres syndicaux ont organisé une grève et ont manifesté devant le portail de l'usine pour faire part de leurs préoccupations concernant la proposition d'heures supplémentaires forcées, les heures supplémentaires non rémunérées en tant que telles pour le travail le week-end, la réduction des salaires et la pratique discriminatoire de l'entreprise contre les travailleurs journaliers. Deux semaines plus tard, les travailleurs ont manifesté devant l'ambassade des Pays-Bas à Bangkok.

Une travailleuse contrainte au lock-out par sa direction pendant le conflit du travail de 2013:

« Cette usine fonctionne depuis 38 ans. La plupart d'entre nous y travaillons depuis plus de 10 ans. La majeure partie des travailleurs ont une famille. Le nouveau programme de travail proposé par l'entreprise nous fait perdre des week-ends et du temps libre avec notre famille. »

ÉTATS-UNIS



Ententes délictueuses, emprisonnement de cadres, violations des droits d'auteur

En novembre 2005, Samsung a plaidé coupable aux États-Unis pour avoir pris part à une entente délictueuse et a accepté de verser une amende de 300 millions USD. Il s'agissait de la deuxième amende la plus importante pour entente délictueuse de l'histoire américaine.^{xlvii}

Ce jugement a marqué le passage de la fixation de prix à l'ère de la technologie. Six cadres supérieurs de Samsung ont en outre été

condamnés à des peines d'emprisonnement aux États-Unis dans cette affaire.

En avril 2011, l'entreprise concurrente Apple a poursuivi Samsung, qui était à l'époque son fournisseur de composants, et saisi le tribunal du district nord de Californie en déposant une plainte de 38 pages au motif que plusieurs tablettes et téléphones portables Android de Samsung constituaient des contrefaçons et portaient atteinte à la propriété intellectuelle d'Apple : ses brevets, ses marques, son interface utilisateur et son style.^{xlviii}

Le jury a estimé que plusieurs produits Samsung plagiaient le design de certains appareils Apple et a ordonné à l'entreprise coréenne de verser plus d'un milliard USD de dédommagement.^{xlix}

VIETNAM



Longues heures de travail, heures supplémentaires d'une durée excessive, émeutes de travailleurs

Le Vietnam est devenu une des zones les plus sensibles au monde, après la Chine, en termes d'expansion du secteur de l'électronique et de ses répercussions, et le pays est même souvent surnommé «*la nouvelle Chine*».^{lxviii}

L'ONG Asia Monitor Resource Centre indique que près de 90 % des travailleurs de l'industrie électronique vietnamienne sont des femmes et qu'environ 70 % ont migré des zones rurales vers les villes.

Compte tenu du traitement préférentiel accordé à Samsung Electronics par le gouvernement vietnamien, en 2014 l'entreprise a construit au Vietnam la plus grande usine de smartphones du monde. D'après les prévisions, Samsung devait employer 100.000 travailleurs avant juillet 2015, ce qui en faisait la plus grande entreprise étrangère du Vietnam.^{lxix}

En 2010, dans le cadre d'un projet de recherche basé sur des entretiens avec 20 employés de Samsung Electronics au Vietnam, 15 travailleurs ont signalé que «*les heures supplémentaires étaient fréquentes toute l'année*». Les heures supplémentaires dépendaient de la charge de travail et des objectifs de pro-

duction, et il était parfois demandé aux employés de travailler quelques heures supplémentaires chaque jour, ou toute la journée du samedi ou du dimanche. Certains mois, les employés étaient obligés de travailler tous les jours sans repos.^{lxx}

Lors des entretiens, les travailleurs ont également indiqué qu'il leur était difficile de refuser les heures supplémentaires pendant les pics de production, dans la mesure où le chef de service se tenait souvent devant la porte pour contrôler qui partait de l'usine et qui y restait. Les personnes qui ne fournissaient pas de raison suffisante pour refuser d'effectuer des heures supplémentaires devaient continuer de travailler.

En janvier 2014, une émeute a éclaté sur le chantier de l'usine, au cours de laquelle des travailleurs se sont violemment affrontés avec la police locale, faisant 13 blessés, dont un agent de police, et quatre grièvement.

De nombreuses motos et le logement de l'agent de sécurité ont été incendiés pendant l'émeute. D'après Samsung, les affrontements étaient dus à un désaccord entre les ouvriers du chantier de construction et les agents de sécurité au sujet des protocoles de sécurité.^{lxxi}

Une employée de Samsung Electronics au Vietnam.^{lxxii}

“ Les heures supplémentaires consomment toute notre énergie. Elles nous épuisent, nous poussent à bout. Mon quotidien se résume à travailler, manger et dormir. Je ne suis au courant de rien, je ne connais que l'usine et ma chambre. Nous plaisantons entre nous en disant qu'avec le travail c'est impossible de connaître le nom des chefs d'État ou de savoir ce qui se passe dans le pays. Nous dormons seulement pour être assez en forme pour pouvoir travailler. ”

Si vous disposez d'informations sur les pratiques de Samsung dans votre pays, merci de contacter

info@ituc-csi.org

en toute confidentialité.



NOTES DE FIN

- i Hutson, Graham; Richards, Jonathan (17 April 2008). "Samsung chairman charged with tax evasion – Times Online". The Times (London). Information trouvée le 28 février 2011.
- ii <http://www.bloomberg.com/news/articles/2013-04-04/shell-glencore-and-other-multinationals-dominate-their-home-economies>
- iii *In the Belly of the Beast* (AMRC, 2013), p5
- iv https://www.washingtonpost.com/world/in-s-korea-the-republic-of-samsung/2012/12/09/71215420-3de1-11e2-bca3-aadc9b7e29c5_story.html
- v https://www.washingtonpost.com/world/in-s-korea-the-republic-of-samsung/2012/12/09/71215420-3de1-11e2-bca3-aadc9b7e29c5_story.html
- vi https://www.washingtonpost.com/world/in-s-korea-the-republic-of-samsung/2012/12/09/71215420-3de1-11e2-bca3-aadc9b7e29c5_story.html
- vii <http://www.industrialunion.org/fr/dossier-industrie-de-lelectronique-syndiquer-et-se-battre-contre-lemploi-precaire>
- viii https://www.washingtonpost.com/world/in-s-korea-the-republic-of-samsung/2012/12/09/71215420-3de1-11e2-bca3-aadc9b7e29c5_story.html
- ix <http://www.theverge.com/2012/11/30/3709688/samsung-25-years-lee-kun-hee>
- x <http://www.amrc.org.hk/sites/default/files/Labour%20Rights%20in%20High%20Tech%20Electronics%20-%20AMRC.pdf>
- xi <http://www.forbes.com/powerful-people/list/#tab:overall>
- xii <http://www.theverge.com/2012/11/30/3709688/samsung-25-years-lee-kun-hee>
- xiii <http://www.theverge.com/2012/11/30/3709688/samsung-25-years-lee-kun-hee>
- xiv <http://www.theverge.com/2012/11/30/3709688/samsung-25-years-lee-kun-hee>
- xv <http://www.theverge.com/2012/11/30/3709688/samsung-25-years-lee-kun-hee>
- xvi <http://www.theverge.com/2012/11/30/3709688/samsung-25-years-lee-kun-hee>
- xvii http://www.hani.co.kr/arti/english_edition/e_business/626096.html
- xviii <http://www.ft.com/cms/s/0/b31db14a-a872-11e4-ad01-00144feab7de.html>
- xix <http://www.wsj.com/articles/SB10001424127887323455104579012712866922406>
- xx <http://www.zdnet.com/article/samsung-is-sued-over-poor-working-conditions-in-brazil/>
- xxi <http://www.theglobeandmail.com/news/british-columbia/class-action-lawsuit-seeks-480-million-for-price-fixing-by-electronics-giants/article20954288/>
- xxii <http://www.amrc.org.hk/sites/default/files/Labour%20Rights%20in%20High%20Tech%20Electronics%20-%20AMRC.pdf>
- xxiii <http://www.chinalaborwatch.org/report/64#2>
- xxiv <http://www.cnet.com/news/samsung-supplier-factory-found-to-have-child-labor-watchdog-says/>
- xxv <http://www.ien.com/safety/news/20830323/korea-samsung-workers-are-sick-dying>
- xxvi <http://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=20038&LangID=E>
- xxvii <http://www.bloomberg.com/news/articles/2011-01-13/samsung-electronics-two-factory-workers-commit-suicide-korean-police-say>
- xxviii <http://www.koreaobserver.com/samsungs-repair-workers-release-wages-wake-suicide-9961/>
- xxix <http://www.industrialunion.org/fr/lexecutif-dindustriall-condamne-samsung-pour-son-anti-syndicalisme>
- xxx <http://www.equaltimes.org/coree-du-sud-victoire-des?lang=fr#.V-5fRfQ72NU>
- xxxi <http://www.equaltimes.org/coree-du-sud-victoire-des?lang=fr#.V-5fRfQ72NU>
- xxxii <http://www.ien.com/safety/news/20830323/korea-samsung-workers-are-sick-dying>
- xxxiii <http://www.bloomberg.com/news/articles/2014-04-11/samsung-war-at-home>
- xxxiv <http://www.afr.com/technology/samsung-plant-cause-of-employee-cancer-20121216-jieuo>
- xxxv <http://www.koreaherald.com/view.php?ud=20141107000994>
- xxxvi <http://www.ien.com/safety/news/20830323/korea-samsung-workers-are-sick-dying>
- xxxvii <http://www.zdnet.com/article/toxic-acid-leak-at-samsungs-chip-plant-injures-3/>
- xxxviii <http://www.whatmobile.net/news/korean-samsung-worker-dies-carbon-dioxide-leak-factory/>
- xxxix <http://www.amrc.org.hk/sites/default/files/Labour%20Rights%20in%20High%20Tech%20Electronics%20-%20AMRC.pdf>
- xl <http://survey.ituc-csi.org/Korea-44-Republic-of.html?lang=fr>
- xli <http://www.koreaobserver.com/labor-ministry-probe-samsung-labor-practices-8091/>
- xlii <http://www.koreaobserver.com/samsungs-repair-workers-release-wages-wake-suicide-9961/>
- xliiii http://www.nytimes.com/2007/11/06/business/worldbusiness/06iht-samsung.1.8210181.html?pagewanted=all&_r=1
- xliv <http://www.independent.co.uk/news/world/asia/tax-evasion-bribery-and-price-fixing-how-samsung-became-the-giant-that-ate-korea-8510588.html>

- xliv <http://www.independent.co.uk/news/world/asia/tax-evasion-bribery-and-price-fixing-how-samsung-became-the-giant-that-ate-korea-8510588.html>
- xlvi https://www.washingtonpost.com/world/in-s-korea-the-republic-of-samsung/2012/12/09/71215420-3de1-11e2-bca3-aadc9b7e29c5_story.html
- xlvii <http://phys.org/news/2010-05-eu-fines-samsung-chip-makers.html#jCp>
- xlviii <http://www.wsj.com/articles/SB10001424052748703916004576271210109389154>
- xliv <http://www.theverge.com/2012/11/30/3709688/samsung-25-years-lee-kun-hee>
- i <http://phys.org/news/2010-05-eu-fines-samsung-chip-makers.html>
- ii <http://phys.org/news/2010-12-eu-million-euro-fine-asian.html#jCp>
- lii <http://www.somo.nl/news-en/flexibility-problematic-for-hungarian-electronics-workers>
- liii <http://www.amrc.org.hk/sites/default/files/Labour%20Rights%20in%20High%20Tech%20Electronics%20-%20AMRC.pdf>
- liv <http://www.amrc.org.hk/sites/default/files/Labour%20Rights%20in%20High%20Tech%20Electronics%20-%20AMRC.pdf>
- lv <http://amrc.org.hk/content/workers%E2%80%99-struggle-samsung-electronics-indonesia>
- lvi <http://www.theguardian.com/environment/2013/apr/25/samsung-tin-mines-indonesia-child-labour>
- lvii http://www.verite.org/sites/default/files/images/VeriteForcedLaborMalaysianElectronics_2014_0.pdf
- lviii <http://www.equaltimes.org/philippines-they-tried-to-crush-us#.V7R7Fq5BRlc>
- lix <http://www.equaltimes.org/philippines-ils-ont-voulu-nous?lang=fr#.V-zawfQ72NU>
- lx <http://www.industrialunion.org/fr/nxp-fournisseur-pour-iphone-6-intensifie-ses-intimidations-et-tactiques-dilatoires>
- lxi <http://www.equaltimes.org/philippines-ils-ont-voulu-nous?lang=fr#.V-OYIfQ72NU>
- lxii <http://www.amrc.org.hk/sites/default/files/Labour%20Rights%20in%20High%20Tech%20Electronics%20-%20AMRC.pdf>
- lxiii <http://www.amrc.org.hk/sites/default/files/Labour%20Rights%20in%20High%20Tech%20Electronics%20-%20AMRC.pdf>
- lxiv <http://www.amrc.org.hk/sites/default/files/Labour%20Rights%20in%20High%20Tech%20Electronics%20-%20AMRC.pdf>
- lxv <http://www.amrc.org.hk/sites/default/files/Labour%20Rights%20in%20High%20Tech%20Electronics%20-%20AMRC.pdf>
- lxvi <http://www.amrc.org.hk/sites/default/files/Labour%20Rights%20in%20High%20Tech%20Electronics%20-%20AMRC.pdf>
- lxvii <http://www.industrialunion.org/fr/la-multinationale-neerlandaise-de-lelectronique-nxp-lock-oute-du-personnel-en-thailande>
- lxviii <http://www.amrc.org.hk/sites/default/files/Labour%20Rights%20in%20High%20Tech%20Electronics%20-%20AMRC.pdf>
- lxix <http://www.industrialunion.org/fr/dossier-industrie-de-lelectronique-syndiquer-et-se-battre-contre-lemploi-precaire>
- lxx <http://www.amrc.org.hk/sites/default/files/Labour%20Rights%20in%20High%20Tech%20Electronics%20-%20AMRC.pdf>
- lxxi <http://www.businessinsider.com/workers-riot-at-samsung-factory-in-vietnam-2014-1?IR=T>
- lxxii <http://www.amrc.org.hk/sites/default/files/Labour%20Rights%20in%20High%20Tech%20Electronics%20-%20AMRC.pdf>

Crédits photo:

Ben Crowe: couverture, pages 6, 7, 8, 10, 11, 27

SHARPS: pages 8, 11, 13, 14, 22

CSI: pages 13, 21

Creative Commons: pages 3, 8, 12, 15, 23

Éditrice responsable:
Sharan Burrow, secrétaire générale

CSI
5 Bd du Roi Albert II, Bte 1, 1210 Bruxelles, Belgique
Tél.: +32 2 224 0211 Fax: +32 2 201 5815
Courriel: press@ituc-csi.org Web: www.ituc-csi.org

D/2016/11.962/27